

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES
CANTON D'OSSUN

AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

ARRETE LE

27/02/2020

APPROUVE LE

31/03/2022

PIECE DU PLU

0.3.



Direction régionale des affaires culturelles
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine
des Hautes-Pyrénées

Affaire suivie par : Janine Colonel
Téléphone : 05.62.44.59.40
Courriel : udap.hautes-pyrenees@culture.gouv.fr



Tarbes, le 31 mars 2020

F. Albert
cf S. Bouchon
P. Vignas

Communauté d'Agglomération Tarbes-
 Lourdes-Pyrénées
Zone tertiaire Pyrène Aéroport
Téléport 1 - CS 51331

65013 TARBES CEDEX 9

N/Réf : JGC/SB - n° 8 733

Objet : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du canton d'Ossun.

Par courrier reçu le 11 mars 2020, vous m'avez transmis, pour avis, le projet du plan local d'urbanisme intercommunal arrêté en Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées le 27 février 2020.

Je vous informe que je donne un AVIS FAVORABLE à ce projet.

L'architecte des bâtiments de France,
Chef de service,

Janine COLONEL.





Centre Régional de la Propriété Forestière
OCCITANIE

2020 0646

10 AVR. 2020

G. Albert

G

Communauté de communes du canton d'Ossun
Zone tertiaire - Téléport
65290 JUILLAN

Auzeville-Tolosane, le 2 avril 2020

N/Réf. : 175/LA61/P/ER/EM

Objet : Projet de PLUi du Canton d'Ossun

Monsieur le Président,

Nous avons bien reçu le projet de PLUi de votre communauté de communes pour lequel nous formulons un **avis avec remarques**.

Nous avons noté l'intérêt que vous portez au patrimoine forestier et constatons qu'il y est fait un usage raisonné et approprié du classement des bois et forêts en EBC au titre de l'article L113-1 du code de l'Urbanisme. Toutefois, le PLUi prévoit également le classement des ZNIEFF - dont beaucoup concernent des espaces boisés - au titre de l'article L 151-23 (TVB). Notez que les dispositions de ces classements (L113-1 et 151-23 du code de l'Urbanisme) engendreront les mêmes conséquences administratives : si un propriétaire souhaite réaliser une coupe non listée par arrêté préfectoral, celui-ci devra en faire une déclaration préalable à la mairie par le biais d'un CERFA (voir ci-dessous) qui complique les démarches tant des propriétaires que des mairies.
https://www.droitissimo.com/sites/default/files/formulaires/Declaration_prealable_aux_travaux.pdf

Par ailleurs, vous évoquez en page 182 du diagnostic territorial les plans de développement de massif (PDM). Les conditions d'obtention évoquées ont un peu évoluées. Depuis quelques années, nous préférons nous associer avec les collectivités territoriales, dont les communautés de communes, plutôt qu'avec les coopératives forestières qui avaient un parti pris. Si vous souhaitez plus de détails sur les PDM ou envisager l'animation de ce type d'actions sur votre territoire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos services.

Nous profitons de cette occasion pour vous rappeler le rôle du CRPF, organisme public chargé de développer, d'orienter et d'améliorer la gestion durable de la forêt privée. Vous trouverez plus de renseignements concernant nos missions et nos actions sur notre site internet : <https://occitanie.cnpf.fr/>.

Nous nous tenons à votre disposition pour plus d'informations et nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux.

Le Directeur du CRPF

Pascal LEGRAND

Copie : Antenne CRPF 65 – M. HAREL

Siège
Maison de la Forêt - 7 chemin de la Lacade
31320 AUZEVILLE-TOLOSANE
Tél : +33 (0)5 61 75 42 00

Site de Montpellier
378 rue de la Galéra
34090 MONTPELLIER
Tél : +33 (0)4 67 41 68 10

e-mail : occitanie@cnpf.fr - Site internet : <http://www.cnpf.fr/>





Tarbes, le

06 AVR. 2020

DIRECTION DES ROUTES ET TRANSPORTS

Service Entretien et Patrimoine Routier

Affaire suivie par : Françoise PRAT

Tél : 05.62.56.72.37

francoise.prat@ha-py.fr

Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération TARBES LOURDES PYRENEES
Service Application du Droit des Sols
Zone Tertiaire Pyrène Aéroport
65013 TARBES CEDEX 9

Réf. : courrier du 12 mars 2020

Objet : PLUi du canton d'OSSUN

Monsieur le Président,

Je vous informe que le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Canton d'OSSUN n'appelle aucune observation particulière de la part de la collectivité départementale au titre du réseau routier.

Toutefois, conformément aux prescriptions formulées dans le Règlement de Voirie Départemental, je vous précise que les accès directs sur les itinéraires d'intérêt régional et départemental (IIR et IID n°15, 515, 516, 516 A, 817, 921 A, 937, 940) sont à proscrire sans aménagement particulier.

Dans la mesure du possible, il conviendrait que ces aménagements soient abordés au travers d'opérations d'aménagement programmé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général Adjoint


Philippe DEBERNARDI

Copie pour information :

- DDL
- DRT / Agence des Pays de Tarbes et du Haut Adour/SIR
- DRT n°MAARCH/2020A/348

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département - Rue Gaston Manent - CS71324 - 65013 TARBES cedex 9

Tel. 05 62 56 78 65 - Fax. 05 62 56 78 66 - www.hautespyrenees.fr



VOS REF.

NOS REF.

REF. DOSSIER **TER-ART-2020-65440-CAS-146928-S7S8M8**

INTERLOCUTEUR Mikael LE LAY

TÉLÉPHONE 05.62.14.91.00

MAIL mikaël.le-lay@rte-france.com

FAX

OBJET PLUi Arrêt du projet du Canton d'Ossun

Communauté d'Agglomération

Tarbes Lourdes Pyrénées

Zone tertiaire Pyrène aéro Pôle - Téléport1

CS 51331

65013 TARBES

A l'attention de M. Gérard TRÉMÈGE

Toulouse, le 17/04/2020

Monsieur le Président de l'EPCI,

Nous accusons réception du dossier du projet d'élaboration du PLUi de l'ex **Communauté de communes du Canton d'Ossun**, arrêté par délibération en date du 27/02/2020 et transmis pour avis le 16/03/2020 par les services de la Préfecture des Hautes-Pyrénées.

Nous vous confirmons que votre territoire est traversé par des ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité. **Vous trouverez la liste complète des ouvrages à la fin de ce courrier.**

L'étude de ce document nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport électrique et votre document d'urbanisme.

En effet, pour remplir sa mission de service public, RTE doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité (élagage, mise en peinture, changement de chaîne d'isolateurs, remplacement d'un support en cas d'avarie...).

Dans ce but, RTE attire l'attention sur les éléments suivants :

Les lignes électriques haute tension présentes sur votre territoire traversent certaines zones de votre PLUi. Il s'agit des zones ou secteurs suivants : **U, AU1, AUx, A et N**



1/ Annexe concernant la servitude I4

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol doivent être annexées au PLUi afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

1.1. Le plan des servitudes

Après étude du plan de servitude en annexe de votre projet de PLUi, nous constatons que l'ensemble des ouvrages présents sur votre territoire et portant servitude d'utilité publique I4 sont bien représentés. En examinant les données SIG que vous nous avez transmises, nous vous confirmons qu'il est préférable d'utiliser la donnée intitulée « *sup_r_rte_lignes_l_r73* » plutôt que celle dénommée « *sup_ddt65_I4* » pour représenter la servitude codifiée I4, cette dernière étant moins à jour.

A toutes fins utiles, le tracé de nos ouvrages est disponible au format SIG sur la plateforme Open Data « Réseaux énergies » en téléchargement sous licence ouverte (Etalab). Vous pouvez y accéder via ce lien : <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>, puis en effectuant une recherche par les mots-clés « INSPIRE » ou « SIG ».

L'utilisation de ces données SIG est l'assurance de disposer des données précises et à jour.

1.2. Liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de noter leur appellation complète et leur niveau de tension dans la liste des servitudes I4 (articles L. 323-3 à L. 323-10 et R. 323-1 à R. 323-22 du Code de l'énergie), ainsi que les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

RTE – Groupe Maintenance Réseaux BEARN – 2 rue Faraday - ZI La Linière - 64140 BILLERE

Dans la pièce relative à la liste des SUP, A l'exception de la commune d'Averan, toutes les servitudes codifiées I4 sont correctement mentionnées. En effet, sur cette dernière il manque la liaison aérienne 150kV n°1 Bastillac-Jurançon. Cette modification doit également apparaître dans le règlement du PLUi à la page 21 en ajoutant « *aux lignes électriques (I4)* » pour la Commune d'Averan.

Par ailleurs, pour l'ensemble des servitudes codifiées I4, nous vous demandons de modifier les références du gestionnaire en utilisant le nom et l'adresse du Groupe Maintenance mentionnés ci-dessus.



Comme stipulé dans le livret « Prévenir pour mieux construire », notre objectif est d'assurer la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Le nom du service localement responsable à consulter pour toute demande d'autorisation d'urbanisme est le **Groupe Maintenance Réseaux Béarn**.

Vous pouvez annexer ce livret à votre dossier de PLUi.

2/ Le Règlement

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont des ouvrages spécifiques qui rentrent dans la catégorie « des équipements d'intérêt collectif et services publics » au sens du 4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme. Dans le règlement du PLUi, ils appartiennent à la destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés* ».

Nous prenons bonne note que cette destination soit autorisée ou autorisée sous conditions dans toutes les zones ou secteurs traversés par un ouvrage de transport d'électricité. Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur ce point.

Par ailleurs, dans les dispositions générales, concernant les continuités écologiques ou les haies à protéger et identifiées par le PLUi au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme vous mentionnez que « *Toute intervention portant sur les haies, arbres, alignements d'arbres, vergers ou boisements identifiés au plan de zonage, ainsi que tout aménagement, modification du sol ou construction à moins de 5m des éléments repérés sont soumis à déclaration préalable.* »

Ceci étant, la servitude d'utilité publique I4 relative à nos ouvrages est notamment une servitude d'abattage d'arbres (article L.323-4 du Code de l'énergie) : « droit pour le concessionnaire de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. »

Nous vous demandons donc de mentionner dans le règlement qu'au sein **des éléments identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme que RTE soit exempté de déclaration préalable** dans le cadre de ces activités de gestion de la végétation sous les lignes électrique aériennes.



3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés (EBC)

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont situés en partie dans des EBC. Or, nous attirons votre attention sur le fait que les servitudes I4 que constituent nos ouvrages sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC. Dans le cas d'une ligne existante, un tel classement serait illégal. Cette absence de prise en compte serait par ailleurs de nature à fragiliser juridiquement le document d'urbanisme et pourrait conduire, en cas de contentieux, à son annulation.

Nous vous demandons donc de faire apparaître sur le plan graphique une emprise, sans EBC, sur la partie des terrains où se situent ces lignes.

Les largeurs à déclasser ainsi que les parcelles concernées sont notifiées dans le tableau ci-après :

Liaisons HTB	Bande à déclasser	Communes	Section	Parcelles
LIAISON AERIENNE 150KV N0 1 BASTILLAC - JURANCON	20 m de part et d'autre de l'axe de la ligne aérienne	Lanne	C	284
		Averan	E	89, 90
LIAISON AERIENNE 150KV N0 1 BASTILLAC – JURANCON et LIAISON AERIENNE 150KV N0 1 BASTILLAC - LANNEMEZAN	20 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes	Juillan	AH	2, 3, 12

4/ Précautions à prendre aux abords des OAP

Des liaisons électriques aériennes et souterraines traversent des OAP. Vous trouverez à la fin de ce courrier la liste des OAP par communes concernés par un ouvrage HTB.

Nous attirons votre attention sur le fait que les travaux envisagés sur ces emplacements devront tenir compte de la présence des ouvrages électriques HTB. En effet, tous les travaux situés à proximité d'un ouvrage de transport électrique nécessitent des précautions particulières. Nous vous conseillons fortement de vous rapprocher du Groupe Maintenance Réseaux Béarn afin de pouvoir, en fonction des aménagements proposés, respecter les distances de sécurité aux abords des ouvrages HTB.

Nous rappelons en outre que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.



Pour la bonne règle, nous adressons copie de la présente aux services urbanisme de la DDT des Hautes-Pyrénées afin que notre avis soit adossé à la synthèse des avis de l'État.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de l'EPCI, l'assurance de notre considération distinguée.

**Le chef de service
Concertation, Environnement, Tiers
Centre D&I TOULOUSE**

Stéphane CALLEWAERT



ANNEXES

1. Liste des ouvrages HTB en exploitation sur le territoire du PLUi

1.1. Sur l'ensemble de l'EPCI

LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - JURANCON
LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - LANNEMEZAN
LIAISON AERIENNE 63kV N0 1 BASTILLAC-SARSAN
LIAISON AERIENNE 63kV N0 1 COARRAZE-NAY-SARSAN
LIAISON SOUTERRAINE 63kV N0 1 BASTILLAC-SARSAN

1.2. Sur les communes de l'EPCI

Commune	Désignation d'ouvrage
Averan	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - JURANCON
Azereix	LIAISON SOUTERRAINE 63kV N0 1 BASTILLAC-SARSAN
Bénac	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - JURANCON
Hibarette	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - JURANCON
Juillan	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - JURANCON
	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - LANNEMEZAN
	LIAISON AERIENNE 63kV N0 1 BASTILLAC-SARSAN
	LIAISON SOUTERRAINE 63kV N0 1 BASTILLAC-SARSAN
Lamarque-Pontacq	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - JURANCON
	LIAISON AERIENNE 63kV N0 1 COARRAZE-NAY-SARSAN
Lanne	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - JURANCON
Ossun	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - JURANCON
	LIAISON SOUTERRAINE 63kV N0 1 BASTILLAC-SARSAN
Visker	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - JURANCON
	LIAISON AERIENNE 150kV N0 1 BASTILLAC - LANNEMEZAN

2. Liste des OAP impactés par des ouvrages HTB

Communes	Nom de l'OAP
Hibarette	N°18 Secteur Rue des Pyrénées
Ossun	N°64 Pyrène Aéroport P2 et Pyrénia

COMITE DE MASSIF DES PYRENEES

Toulouse, le 21 avril 2020

Monsieur Gérard TREMEGE
Président de la communauté d'agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées
Zone tertiaire Pyrène Aéro-Pôle – Téléport 1
CS 51331
65013 TARBES CEDEX 9

Objet : Demande d'avis du comité de massif sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du canton d'Ossun

Monsieur le Président,

Le 12 mars dernier, vous avez saisi le comité de massif des Pyrénées concernant le projet arrêté du plan local d'urbanisme intercommunal du canton d'Ossun.

Désormais, la nouvelle loi montagne de 2016 prévoit la consultation des comités de massifs en tant que personne publique sur les projets arrêtés de Schémas de Cohésion Territoriale (SCoT) et les Plans Local d'Urbanisme Intercommunal valant SCoT.

Or, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du canton d'Ossun sur lequel vous interrogez le comité de massif ne nécessite pas son avis de manière formelle.

Si le comité a pu parfois examiner des demandes de cette nature, il apparaît délicat à l'heure actuelle d'accéder favorablement à votre demande en raison de la situation de crise sanitaire qui a ralenti son plan de travail pour 2020.

En tout état de cause, je tiens à réitérer l'intérêt des instances de massif et vous remercie par avance d'associer le commissariat de massif des Pyrénées à tous les travaux en cours et à venir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

La Secrétaire du comité de massif,

Delphine MERCADIER-MOURE

2020-889
REÇU LE

27 MAI 2020



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

sage
ADOUR AMONT

G. Alard

Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-
Pyrénées
Zone tertiaire Pyrène Aéropole
Téléport 1
CS 51331
65013 TARBES CEDEX 9

A l'attention de Monsieur Gilles ALARD,

Le Président de la CLE

FD/BV

N° 3227

Dossier suivi par Floriane DYBUL

05 58 46 18 70

sage.adouramont@institution-adour.fr

Mont-de-Marsan, le 20 mai 2020

Objet : Avis de la CLE Adour amont sur le PLUi du Canton d'Ossun arrêté

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées, vous avez sollicité la Commission Locale de l'Eau (CLE) le 5 mars 2020 pour émettre un avis sur la compatibilité du projet de plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Canton d'Ossun au schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Adour amont.

Après une lecture attentive du document, la CLE constate que le PLUi du Canton d'Ossun est de bonne facture et présente un format original (règles écrites et graphiques). Les nombreux enjeux environnementaux du territoire sont détaillés avec soin dans le rapport de présentation. La CLE constate que le grand cycle de l'eau y tient une place particulièrement importante dans le PADD.

Ainsi, même si le rapport de présentation omet certains sujets (i.e. espèces exotiques envahissantes, gestion des eaux pluviales), les documents à portée réglementaire (zonage, règlement, OAP) intègrent généralement ces thématiques. C'est là l'essentiel, même si la CLE regrette que, tandis que les bureaux d'étude avaient été alertés sur ces manques, ceux-ci n'ont pas été comblés.

Toutefois, la CLE tient à porter toute votre attention sur la prise en compte des enjeux « zones humides » dans le PLUi qui paraissent très insuffisamment intégrés au regard des enjeux du territoire. En effet, le bassin de l'Echez est particulièrement riche en milieux remarquables. Or, plusieurs éléments essentiels sont absents du PLUi et interrogent quant à la compatibilité du document au SAGE.



Ainsi, trois OAP impactent des zones humides (la CLE note que les autres sont préservées dans la trame verte et bleue) : les OAP 38-39 (voire 43) et l'OAP 59 (zone humide probable identifiée dans le SAGE). Or, aucune mention de ces milieux n'est faite dans les OAP concernées, pas même pour rappeler leur présence et la nécessité de prévoir des mesures de réduction des impacts ou de compensation. Pour l'OAP de l'hôpital de Lanne, la CLE entend que les enjeux stratégiques du projet peuvent directement conduire à solliciter des mesures compensatoires. Pour les autres OAP, la nature du projet semble pouvoir interroger les mesures d'évitement et de réduction des impacts avant d'intégrer directement des mesures compensatoires. Ainsi, pour l'OAP 38, l'organisation des espaces au sein de l'OAP interroge au regard de l'enjeu zones humides au nord. Il est étonnant que l'évaluation environnementale ne propose aucune vigilance ou mesure d'atténuation dans ce domaine. De même, l'évaluation environnementale ne traite pas des impacts induits de la destruction des zones humides sur leur fonctionnement. Une réflexion approfondie sur les impacts du projet sur les zones humides et l'application de la doctrine « éviter-réduire-compenser » serait à mener.

De plus, les mesures compensatoires nécessitent d'identifier les fonctionnalités de la zone humide détruite puisque la règle 2 du SAGE demande une compensation sur la base de fonctionnalités équivalentes et à 200 % de la surface impactée (après application de l'évitement et de la réduction des impacts, le cas échéant). La réalisation d'un inventaire par la collectivité permettrait donc d'identifier ses fonctions et de faciliter la compensation de la zone humide impactée. Or, aucun inventaire n'a été réalisé dans les zones à urbaniser. La base de données du bassin de l'Adour n'étant pas exhaustive, cela est susceptible de conduire à des destructions de zones humides non connues du SAGE (celles de Lanne n'étaient d'ailleurs pas recensées). En outre, les inventaires permettraient d'ajuster les projets (mesures de réduction), voire d'identifier des sites de compensation appropriés. Sa réalisation par la collectivité permettrait de proposer une vision globale du traitement de ces zones humides impactées par le développement du territoire.

Compte tenu de la qualité du document sur d'autres volets environnementaux, la CLE ne souhaite pas émettre un avis de non-compatibilité du projet au SAGE. Toutefois, j'attire votre attention sur la nécessité d'apporter des ajustements importants au document pour garantir sa compatibilité à l'objectif de préservation durable des zones humides fixé dans le SAGE. Aussi, la CLE émet un avis de compatibilité du PLUi du Canton d'Ossun au SAGE avec 3 réserves et 3 recommandations :

Réserves :

- 1- La CLE demande la réalisation d'un inventaire complémentaire de zones humides pour garantir la compatibilité du projet au SAGE et permettre l'adaptation des projets en fonction des résultats (application de la doctrine éviter-réduire-compenser).

En effet, en l'état, la séquence éviter-réduire-compenser n'est pas mise en œuvre ; le PLUi n'est donc que partiellement compatible avec l'objectif de préservation durable des zones humides (disposition de mise en compatibilité 19.2 du SAGE) et ne tient compte que pour partie de la disposition de mise en compatibilité 18.1 du SAGE (visant à la prise en compte des données disponibles sur les zones humides mais également à la réalisation d'inventaires complémentaires pour assurer l'objectif de préservation durable des zones humides). Par ailleurs, la CLE avait rappelé dans un courrier de 2017 aux EPCI la nécessité de réaliser des inventaires basés sur les critères sols et végétation pour garantir la compatibilité des documents d'urbanisme au SAGE. A ce jour, le PLUi du Canton d'Ossun est le seul document d'urbanisme traité par la CLE pour lequel aucun inventaire n'a été réalisé.



La CLE a toutefois conscience des contraintes de calendrier qu'engendre un tel inventaire et de l'état d'avancement du document qui limite les modifications d'OAP. Pour autant, la connaissance des zones humides et de leurs fonctionnalités permettra de trouver des solutions de réduction des impacts, voire de compensation (cf. conformité à la règle 2 du SAGE supposant une connaissance des fonctions de la zone humide et donc un travail de terrain), et d'anticiper d'éventuelles contraintes pour les aménageurs. Ainsi, **la CLE vous propose de vous engager sur un calendrier de réalisation des inventaires zones humides et de conditionner l'ouverture des OAP à la réalisation de ces inventaires, en permettant leur ajustement au besoin, en vue d'appliquer la séquence éviter-réduire-compenser.** Sur ce point, la CLE insiste pour ne pas laisser la responsabilité de ces inventaires aux aménageurs.

- 2- La CLE demande que lui soit transmis les résultats des prospections terrain qui seront effectuées (cf. réserve précédente) au format cartographique ou SIG, intégrant idéalement les champs attributaires ciblés par le cahier des charges de l'Agence de l'eau.

Cette réserve est guidée par la disposition 18.2 du SAGE visant à affiner la base de données zones humides du bassin de l'Adour. Elle permettra, en outre, de faciliter la contribution de la CLE au suivi de la mise en œuvre du PLUi (contribution aux indicateurs sur le volet zones humides).

- 3- Afin d'être pleinement compatible avec la disposition 3.1 du SAGE relative à l'érosion des sols, la CLE demande que le PLUi identifie l'enjeu érosion diffuse dans son rapport de présentation, notamment en intégrant une carte d'aléa ou de risque sur la base des données transmises en 2017 et 2019, compte tenu de la présence de zones sensibles à l'érosion diffuse sur une partie du territoire.

Recommandations :

- a) Afin de garantir pleinement la compatibilité du PLUi avec la disposition 23 du SAGE Adour amont et de faciliter l'application du PLUi, la CLE encourage la collectivité à proposer une liste indicative des essences locales visées par le règlement du PLUi. Cette liste pourrait être collectée avec la Maison de la Nature et de l'Environnement 65, le CPIE local ou le Conservatoire de Botanique National Midi-Pyrénées qui disposent de documents déjà établis. Ces derniers pourraient être annexés au PLUi.
- b) La CLE souligne l'importance d'améliorer la prise en compte de la gestion des eaux pluviales au niveau des communes de Hibarette, Bénac et Barry où des inondations ont été relevées sur la route départementale, dont le trafic tend à augmenter avec le développement de Pyrenia.
- c) La CLE alerte la collectivité sur l'absence d'analyse de compatibilité du PLUi au SAGE (seule une analyse de la conformité au règlement est réalisée) et propose à la collectivité un appui à sa rédaction par l'animatrice du SAGE, si besoin.



Conscient des contraintes opérationnelles que peut poser cet avis, je vous invite à vous rapprocher de la cellule d'animation du SAGE pour de plus amples échanges sur ce dossier. En effet, je souhaite vous assurer de l'écoute de la CLE sur ce dossier pour co-imaginer des solutions qui permettront de concilier les enjeux du grand cycle de l'eau avec vos contraintes.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Bernard VERDIER

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX





Tarbes, le 14 SEP. 2020

DIRECTION DEVELOPPEMENT LOCAL
DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE ET DE
LA SOLIDARITE TERRITORIALE
Service Environnement Aménagement
Affaire suivie par : Michel CASTEX
Tél. : 05.62.56.78.35
michel.castex@ha-py.fr

Monsieur Gérard TRÉMÈGE
Président de la Communauté d'Agglomération de
Tarbes - Lourdes - Pyrénées
Zone Tertiaire Pyrène Aéroport
Téléport 1 - CS 51331
65013 TARBES Cedex 9

Objet : Avis sur PLUi du canton d'OSSUN
PJ : 2

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 5 mars dernier, vous avez sollicité l'avis du Département des Hautes-Pyrénées sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du canton d'Ossun.

En intégrant une modération d'espace pour l'habitat et en travaillant sur un objectif de remplissage des dents creuses des bourgs existants, votre projet de PLUi est dans l'esprit des derniers textes de loi sur la limitation de consommation des espaces naturels et agricoles.

Le dossier soumis pour avis démontre une volonté de valoriser les économies spécifiques à votre territoire tout en protégeant son patrimoine paysager et environnemental, gage de résilience des actions dans le contexte d'évolution que nous vivons.

Aussi, je souscris à votre projet. Le document joint apporte des remarques de mise à jour de l'état des lieux et des propositions qui pourront préciser ou étayer la réflexion en cours.

Enfin, vous trouverez également ci-joint pour mémoire copie de l'avis qui vous a été directement transmis par la direction des routes et des transports en date du 6 avril 2020, compte tenu de l'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.

Vous souhaitant une bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Président du Conseil Départemental

Michel PÉLIEU

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

PLUi du Canton d'OSSUN

Avis de la Direction du Développement Local du Département des Hautes-Pyrénées

Diagnostic :

p. 62 : sur la trame des milieux humides, le texte dans l'encadré est identique à celui de la page 59 sur les espaces agricoles.

p. 63 à 69 : la MRAe (Mission Régionale d'Autorité Environnementale) a émis, en date du 7 août 2019, un avis sur le projet d'Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnemental (AFAFE) d'Azereix-Ossun, actuellement en cours d'achèvement. Elle a mis l'accent sur la nécessité de protéger durablement certains éléments de l'environnement. A ce titre, il convient de compléter le diagnostic en y intégrant les éléments environnementaux inventoriés sur les communes d'Azereix et d'Ossun par le bureau d'études Adret, chargé de l'étude d'impact de l'aménagement foncier (zones humides, mares et sources, haies, arbres isolés, etc.). La cartographie de ces éléments a été adressée par voie électronique à la CATLP par le Département des Hautes-Pyrénées en date du 12 novembre 2019.

p. 96 : récapitulation des éléments clés et des premiers enjeux de la partie 2.1 (arrivée de nouvelles populations). Rien n'apparaît dans les enjeux sur la maîtrise de l'étalement urbain, la préservation des trames vertes et bleues, alors que le chapitre 1.3 y consacre plus de 20 pages.

p. 118 : il convient de mentionner à la première ligne : « Au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, ... » (et non du XIX^{ème} siècle).

p. 157 : Pour l'organisation de la compétence eau potable, le Syndicat Béarn-Bigorre (SEABB) exerce la compétence à Lamarque Pontacq, Luquet, Séron mais aussi Gardères. Le syndicat du Marquisat, qui perdure, assure également la compétence eau potable sur son territoire. Dans les deux cas, la CATLP est membre de ces deux syndicats, venant en représentation-substitution des communes. La communauté d'agglomération n'exerce la compétence eau potable que pour la commune d'Ossun.

Pour la qualité de l'eau potable, un nouveau polluant, l'ESA Métolachlore est apparu depuis 2014 et décline la qualité de l'eau distribuée à Ossun. Un arrêté préfectoral de dérogation autorise la distribution de cette eau sous réserve qu'une solution de dilution ou substitution soit mise en place à court terme (AP du 13/07/2018). Le taux de nitrates sur ce puits est aussi élevé, proche parfois de la limite de 50 mg/l, mettant doublement ce captage sous surveillance de l'Agence Régionale de Santé. Sur ces deux points (qualité de l'eau et gouvernance), il y a lieu de mettre en cohérence la page 146 du document « Justificatif du projet » ainsi que la notice sanitaire.

p. 158 : une carte des retenues d'eau du périmètre du SAGE Adour amont est présentée, avec une brève description du lac du Gabas. Son usage à vocation d'irrigation et de préservation de la vie aquatique du Gabas n'est pas décrit. Pour mémoire, cet usage se fait à l'aval du lac et donc hors du territoire du présent PLUi.

p. 159 : les capacités des stations d'épuration de Louey et Orincles ont été interverties dans le premier paragraphe : les bonnes données sont les suivantes : Louey : 4 200 EH, Orincles : 300 EH. La station d'Azereix nécessite d'importants travaux ainsi que celle de Gardères. Le second paragraphe mentionne que 7 communes de sont pas encore raccordées à l'assainissement collectif. Au vu de la typologie des villages et des schémas directeurs d'assainissement établis, ces villages resteront en assainissement autonome. De même que pour la compétence eau potable, le SEABB exerce la compétence assainissement pour Lamarque-Pontacq, la CATLP venant en représentation-substitution de la commune depuis le 01/01/2020. Depuis cette date, la CATLP assure la compétence assainissement (autonome et collectif) pour les 16 autres communes du présent PLUi.

p. 173 : risque de rupture de barrage : le lac du Gabas étant situé sur les communes de Gardères et Luquet, il aurait été pertinent d'indiquer si le territoire de ces communes est soumis ou non au risque de rupture de digue ou si ce sont uniquement les communes à l'aval (hors PLUi) qui sont concernées.

Justification du projet :

p. 49 : au paragraphe 2.3.2 « protection des sites, des milieux et paysages naturels et prise en compte de la trame verte et bleue », la dixième orientation « limiter l'imperméabilisation des sols », pourrait être plus ambitieuse, en lien avec la future réglementation nationale préconisant « zéro imperméabilisation nette ». Pour cela, le territoire peut s'appuyer sur 2 axes, la désimperméabilisation des surfaces très urbanisées et la gestion de l'eau pluviale à la parcelle pour toutes les nouvelles implantations (éditée page 34 du document Règles écrites), habitations et activités économiques incluses. Ceci est d'autant plus important avec les grandes surfaces de zones d'activités restant à finaliser (263,8 ha en surfaces disponibles de ZAE). Cela impliquerait des prescriptions complémentaires page 117, notamment pour imposer la gestion des eaux pluviales à la parcelle dès que possible (et non en l'absence de réseau pluvial) et page 118 pour imposer des surfaces en pleine terre plus importantes que les 20 ou 40 % inscrits. Idem pour les zones Au et les STECAL en zone A.

p. 66 : le texte du paragraphe 2.7 sur le bilan du potentiel foncier est identique à celui du paragraphe 2.6 de la page 65, sur le potentiel de changement de destination.

p. 110 : au paragraphe 1.1.2, pour la description des zones A : une zone A_c pourrait être créée pour matérialiser les périmètres de protection des captages d'Ossun et de Juillan, à sanctuariser plus précisément, en plus des servitudes d'utilité publique (SUP) qui ne positionnent que le captage de Juillan (document 6.3 du PLUi). Les préconisations de la zone A_p sont insuffisantes par rapport aux nombreuses interdictions de construction sans dérogation possible dans les périmètres de protection rapprochée.

p. 146 : à mettre en cohérence avec les remarques de la page 157 du diagnostic sur la gouvernance et la qualité de l'eau. De plus, la ressource en eau semble suffisante pour accueillir une population supplémentaire d'environ 1 000 habitants (à rapprocher des besoins du futur hôpital tant en AEP qu'en assainissement). Cette question de la disponibilité en eau se pose aussi pour les futures implantations industrielles sur plus de 200 ha à aménager, car les activités futures pourraient être plus ou moins consommatrices d'eau, selon leur typologie.

p. 147 : l'exploitation des terres agricoles sur les périmètres de protection rapprochée des 2 captages interdit l'urbanisation et permet l'exploitation des terres agricoles avec de fortes contraintes culturelles, notamment autour du puits d'Ossun.

p. 334 : indicateurs de l'axe 2 - point 2.1 : utilisation des réseaux. Il convient de préciser de quels types de réseaux il s'agit et quelle est l'unité d'évaluation.

p. 335 : indicateurs de l'axe 2 - point 2.4 : l'indicateur « capacité des réseaux d'assainissement » doit être complété par un indicateur « capacité des stations d'épuration » en lien avec les maîtres d'ouvrages CATLP et SEABB (pour Lamarque-Pontacq), ainsi qu'un indicateur « rendement des réseaux d'eau potable », en lien avec les maîtres d'ouvrages CATLP, SEABB et Syndicat du Marquisat.

PADD :

La carte de la page 32 concerne notamment l'inscription du grand cycle de l'eau au cœur du projet de territoire. Elle pourrait comporter les périmètres de protection des captages d'Ossun et de Juillan, périmètres de protection rapprochée voire éloignée (dites zones sensibles ou aires d'alimentation des captages AAC), afin notamment d'y appliquer l'objectif 1.2 décrit page 13 : « améliorer la qualité de l'eau - Préserver les captages d'alimentation en eau potable des pollutions diffuses et accidentelles ».

Plan de zonage :

Les plans de Juillan et d'Ossun doivent inclure a minima les périmètres de protection rapprochée des captages avec une cotation spécifique A_c pour bien indiquer la non constructibilité de ces terrains, dans le présent PLUi , mais également dans les documents d'urbanisme à venir. C'est d'autant plus important que ces zones à sanctuariser sont très proches du bâti existant. Il serait intéressant aussi de cartographier les périmètres de protection éloignée de ces 2 puits pour y assurer un urbanisme plus respectueux de la ressource. Pour mémoire, le périmètre de protection du captage de Juillan est présenté dans la liste des servitudes d'utilité publique et dans l'annexe 3 des SUP. Ce travail établi en 2016 ne décrit pas les SUP du puits d'Ossun, actées par arrêté préfectoral en date du 13/07/2018. Ces documents seront donc à compléter.

Règles écrites :

p. 23 : il convient de rajouter la servitude d'utilité publique pour la protection du puits d'Ossun, créée par l'AP du 13/07/2018 (pièce 6.4.2.4 du dossier).

p. 24 : la MRAe (Mission Régionale d'Autorité Environnementale) a émis, en date du 7 août 2019, un avis sur le projet d'Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnemental (AFAFE) d'Azereix-Ossun, actuellement en cours d'achèvement. Elle a mis l'accent sur la nécessité de protéger durablement certains éléments de l'environnement. A ce titre, il convient de protéger, au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme, les éléments environnementaux inventoriés sur les communes d'Azereix et d'Ossun par le bureau d'études Adret, chargé de l'étude d'impact de l'aménagement foncier (zones humides, mares et sources, haies, arbres isolés, etc.). La cartographie de ces éléments environnementaux à protéger a été adressée par voie électronique à la CATLP par le Département des Hautes-Pyrénées en date du 12 novembre 2019. Les plans de zonage doivent être adaptés en conséquence sur les communes d'Azereix et d'Ossun.

p. 32 : « les aires de stationnement de plus de 30 places seront aménagées de manière perméable sur au moins 20 % de leur surface et être plantées ». Dans l'objectif énoncé de limiter l'imperméabilisation, cette règle pourrait être plus ambitieuse : seuil de place plus faible (4-5 ?) et la surface infiltrante supérieure à 20 %, au bénéfice de la lutte contre les inondations, la limitation des îlots de chaleur, le stockage des eaux dans le sol, etc. Ce type d'aire de stationnement perméable est décrit page 90 pour la création de places dans les zones A et page 112 dans les zones N.

p. 34 : pour la gestion des eaux pluviales, un zonage est annoncé en annexe. Ce document n'a pas été identifié dans le dossier. Ce type de document existe-t-il à l'échelle du territoire ?

p. 82 : la zone agricole devrait disposer d'une zone A_c , au bénéfice de la sanctuarisation des périmètres de protection rapprochée des deux captages d'eau potable. Cette zone devra être non constructible sans dérogation possible, conformément aux arrêtés préfectoraux et servitudes d'utilité publique associées.

Emplacements réservés :

En termes de désimperméabilisation/limitation de l'imperméabilisation, l'exemplarité des collectivités est primordiale. Pour les équipements communaux, zones de loisirs (6, 17, 18, 35, 42), parkings (14, 40, 44, 45, 46), écoles (47), cette thématique pourrait être déclinée et appliquée de façon ambitieuse et servir de vitrine pour les aménageurs tant des zones résidentielles que des ZAE.

Notice sanitaire technique :

p. 3 : le tableau détaille les différents segments de la compétence eau potable. Le Syndicat du Marquisat est désormais un syndicat mixte et non plus un syndicat intercommunal. Le Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau est un syndicat de production uniquement. Il n'assure pas le transport et le stockage pour Lamarque-Pontacq, Luquet, Gardères et Séron (tableau à mettre à jour). Le SEABB assure ces segments de compétence.

p. 4 : pour Ossun, la CATLP exerce en régie la production, le transport et la distribution, là où pour les autres maîtres d'ouvrage ce service est assuré en délégation de service public.

p. 7 : la conclusion à l'horizon 2030 sous-entend que pour les 17 communes, la gestion de l'eau potable sera assurée par la CATLP, améliorant la situation actuelle. Or, à ce jour, sauf décision de la CATLP de retirer Luquet, Gardères, Séron et Lamarque du SEABB, ce dernier exerce la compétence pour ces communes. De plus, le Syndicat du Marquisat pourrait être dissous à moyen terme. A ce jour, seule la commune d'Ossun voit son eau potable gérée par la CATLP. Cette notion de maillage pourra malgré tout prévaloir si les 3 maîtres d'ouvrages organisent ce partage de l'eau.

La disponibilité de la ressource pour 1 000 habitants supplémentaires disséminés dans les communes, ne pose pas de difficulté. Par contre, un point de vigilance sera à introduire pour le futur hôpital et sa zone de service (l'équivalent de plus de 1500 habitants).

La zone sensible du captage d'Ossun est évoquée. Son tracé sur le plan de zonage (comme pour le puits de Juillan) serait un plus pour alerter sur la fragilité de la ressource et les choix d'aménagement à effectuer pour assurer une protection maximale des eaux souterraines, aujourd'hui et demain.

p. 9 : Comme pour la première remarque de la page 7, la compétence distribution est partagée entre la CATLP pour Ossun, le SEABB et le Syndicat du Marquisat.

Sous le tableau, le texte indique que le SEABB et la commune d'Ossun assurent une bonne gestion patrimoniale. En fait, ces collectivités disposent d'une bonne connaissance patrimoniale. Seul le SEABB avec un rendement de réseau de 72,8 % assure une gestion patrimoniale satisfaisante. Pour la commune d'Ossun, avec un rendement de 48 %, ce n'est pas encore le cas.

p. 10 : même remarque qu'à la page 7 sur la prise de compétence de la CATLP limitée à Ossun à ce jour et sur l'organisation de la distribution de l'eau jusqu'au site du nouvel hôpital (quantité et pression suffisantes).

p. 11 : la qualité physico-chimique de l'eau distribuée à Ossun est conforme 57,7 % du temps, soit non conforme 42,3 % du temps, avec une dégradation constatée ces dernières années. Les acquisitions foncières permettraient de mieux contrôler l'usage des pesticides et engrais sur le secteur, via des baux environnementaux par exemple.

p. 12 : le tableau mentionne le SIAEP des Enclaves et la commune de Lamarque-Pontacq. Ces 2 collectivités ont intégré le SEABB depuis. Dans ce même tableau, pour Ossun, la dernière ligne indique que l'eau distribuée est conforme, même pour les paramètres physico-chimiques, ce qui est en contradiction avec le tableau de la page précédente et l'arrêté préfectoral du 13/07/2018 donnant dérogation à la commune pour améliorer la situation par dilution ou substitution (discussion engagée avec le SMNEP pour fourniture d'eau partielle ou totale).

p. 14 : la conclusion en bas de page indiquant le transfert de la compétence assainissement à la CATLP au 1^{er} janvier 2020 est pertinente. Pour la commune de Lamarque-Pontacq, la compétence restera exercée par le SEABB, la CATLP venant en représentation-substitution de la commune.

p. 15 : il convient d'indiquer, dans le tableau de bas de page, que la capacité de la station de Pontacq a été portée à 5 000 EH suite à une réfection totale terminée courant 2020.

p. 17 : dans le premier tableau, les charges entrantes sont celles relatives la pollution organique entrante. Pour déterminer si une station d'épuration a la capacité d'accueillir des effluents supplémentaires, il est indispensable d'étudier la pollution organique mais aussi les flux hydrauliques. Ceux-ci sont souvent supérieurs du fait d'entrées d'eaux claires parasites dans les réseaux.

p. 18 : la conclusion sur les capacités des stations d'épuration est pertinente dans son ensemble. Une vigilance particulière sera toutefois nécessaire pour le raccordement de l'hôpital jusqu'à la station d'épuration de Louey (dimensionnement des réseaux, des postes de refoulement, de la station aussi bien pour la pollution organique que pour les flux hydrauliques générés).

La station d'Azereix est non conforme, ainsi que celle de Gardères (les réfections de 2018 n'ont pas suffi à résoudre la problématique des arrivées massives d'eaux claires. La station de Juillan a été non conforme en 2019 du fait de nombreux dysfonctionnements mal réglés ou réglés avec un important temps de latence, générant des pollutions du milieu naturel. Une exploitation rigoureuse devrait améliorer la situation.

p. 19 : la gestion en régie de la compétence assainissement non collectif d'Azereix, Gardères, Juillan, Layrisse, Luquet, Ossun et Séron a pris fin au 1^{er} janvier 2020. C'est désormais la CATLP qui assure cette compétence avec un service en régie intercommunale. Quand un délégataire existe (Véolia, Suez, etc.), il exerce la compétence en délégation de service public (DSP) pour une collectivité, CATLP ou SEABB.



Tarbes, le

06 AVR. 2020

DIRECTION DES ROUTES ET TRANSPORTS

Service Entretien et Patrimoine Routier

Affaire suivie par : Françoise PRAT

Tél : 05.62.56.72.37

francoise.prat@ha-py.fr

Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération TARBES LOURDES PYRENEES
Service Application du Droit des Sols
Zone Tertiaire Pyrène Aéroport
65013 TARBES CEDEX 9

Réf. : courrier du 12 mars 2020

Objet : PLUi du canton d'OSSUN

Monsieur le Président,

Je vous informe que le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Canton d'OSSUN n'appelle aucune observation particulière de la part de la collectivité départementale au titre du réseau routier.

Toutefois, conformément aux prescriptions formulées dans le Règlement de Voirie Départemental, je vous précise que les accès directs sur les itinéraires d'intérêt régional et départemental (IIR et IID n°15, 515, 516, 516 A, 817, 921 A, 937, 940) sont à proscrire sans aménagement particulier.

Dans la mesure du possible, il conviendrait que ces aménagements soient abordés au travers d'opérations d'aménagement programmé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général Adjoint


Philippe DEBERNARDI

Copie pour information :

- DDL
- DRT / Agence des Pays de Tarbes et du Haut Adour/SIR
- DRT n°MAARCH/2020A/348

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département - Rue Gaston Manent - CS71324 - 65013 TARBES cedex 9

Tel. 05 62 56 78 65 - Fax. 05 62 56 78 66 - www.hautespyrenees.fr



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires

Tarbes, le **23 SEP. 2020**

Service Aménagement, Construction,
Logement

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

Bureau Planification Territoriale

à

Affaire suivie par :
Mme Ludivine CARRERE
tel.: 05 62 51 41 76
courriel : ludivine.carrere@hautes-
pyrenees.gouv.fr

Monsieur le Président de la Communauté
d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Envoi LR+AR

Objet : Avis de l'État sur le PLUi du territoire du canton d'Ossun

P. J. : 1 synthèse de l'avis de l'État
Annexes n°1 à 9

Dans le cadre de la consultation prévue à l'article L. 153-16 du code de l'urbanisme, vous avez communiqué pour avis en date du 11 mars 2020, le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) arrêté du territoire du canton d'Ossun.

Je salue la qualité du travail réalisé ainsi que la mobilisation des élus autour de ce projet unifié pour l'ensemble du territoire du canton d'Ossun regroupant 17 communes.

Après examen par les services concernés, j'émet un avis **favorable avec des réserves**, ainsi que des recommandations et des observations complémentaires que vous trouverez en pièce ci-jointe.

Les réserves sont de cinq types à savoir :

- celles portant sur la modération de la consommation foncière et la lutte contre l'étalement urbain,
- celles portant sur la prise en compte des politiques publiques de l'habitat,
- celles relevant de la non prise en compte des risques,
- celles relevant de la non prise en compte de la réglementation sur l'assainissement et les eaux pluviales,
- celle relevant d'une incompatibilité avec le SCoT du Grand Pau.

Afin de lever toute insécurité juridique et pour le bon aboutissement de votre projet, il vous appartient de corriger le document dans le strict respect de ces cinq réserves. Je vous invite également à prendre en compte chacune des sept recommandations et ainsi que les observations.

Par ailleurs, le dossier de dérogation à la loi Barnier sur le secteur des Alliats va faire l'objet d'un examen complémentaire par le bureau métier dont je ne manquerai pas de vous faire un retour en cas d'observation.

Vous voudrez bien intégrer cet avis au dossier que vous allez soumettre à l'enquête publique.

Le territoire du canton d'Ossun n'étant pas couvert par un Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) approuvé, le PLUi est soumis au principe d'urbanisation limitée.

Cette demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée concerne 20 secteurs qui ont été présentés et soumis à l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers du 1^{er} septembre 2020.

Suite à l'avis de cette CDPENAF, des arrêtés préfectoraux seront pris pour statuer sur chacune des 132 parcelles de ces 20 secteurs d'ici la date butoir du 24 octobre 2020.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous accompagner dans l'aboutissement du PLUi du territoire du canton d'Ossun.

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Sibylle SAMOYAL



PLUi du canton d'Ossun

Projet arrêté le 27 février 2020

Synthèse de l'avis de l'État en date du 25 août 2020

Table des matières

I. Propos introductif.....	2
II. Les réserves :	3
II-1. La réserve relative à la modération de la consommation foncière et la lutte contre l'étalement urbain :	4
II-1-a) Démonstration insuffisante sur la « lutte contre l'étalement urbain » en matière d'habitat (article L. 101-2 du code de l'urbanisme) :	4
Par ailleurs, sur les communes listées en annexe n°1, il pourra être fait usage si besoin d'un classement en urbanisation différée pour certains secteurs classés en U dans le projet de PLUi afin de réduire les zones ouvertes à l'urbanisation.....	6
II-1-b) Absence de modération de la consommation d'espace sur les ouvertures à l'urbanisation consacrées aux activités économiques :	7
II-2. La réserve relative à la prise en compte des politiques publiques sur l'habitat : proposer des implantations pour accueillir les projets de sédentarisation des gens du voyage.....	9
II-3. La réserve relative à la prise en compte des politiques publiques sur les risques :	10
II-4. La réserve relative à la prise en compte des politiques publiques sur l'assainissement et les eaux pluviales :	12
II-5. Une incompatibilité avec le SCoT du Grand Pau :	12
III. Recommandations :	13
III-1. sur la prise en compte du grand paysage :	14
III-2. Améliorer la production de logements sociaux sur la commune de Juillan.....	15
III-3. La mobilité :	16
III-4. sur la prise en compte de la biodiversité :	17
III-4-a) Les trames boisées :	17
III-4-b) Les trames bleues.....	18
III-5. Nécessité d'une étude de discontinuité pour une zone U sur la commune de Layrisse (article L. 122-7 du code de l'urbanisme) :	19
III-6. sur la qualité des OAP :	20
III-5-a) L'OAP n°37 sur le projet hôpital – secteur services d'une surface de 6,3 ha (AUh) et l'OAP n°43 sur le projet hôpital Tarbes Lourdes d'une surface de 14,07 ha (Auh) :	20
III-5-b) l'OAP n°64 Pyrène aéroport P2 d'une surface de 39,66 ha (AU0) et l'OAP n°65 Pyrénia P3 d'une surface de 128,78 ha (AUx avec un phasage) :	20
III-5-c) L'OAP n°19 Pyrène aéroport P3-B et Pyrénia d'une surface de 40,46 ha (Aux) :	21
III-7. sur la prise en compte des diagnostics archéologiques :	22
IV. Les observations :	24
IV-1. La pièce 1.1 Rapport de présentation : diagnostic incluant l'état initial de l'environnement :	25
IV-2. La pièce 1.2 Rapport de présentation : Justification du projet incluant l'évaluation environnementale.....	26
IV-3. La pièce 2 le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) :	26
IV-4. La pièce 4.1 le règlement écrit :	27
IV-5 La pièce 5 les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :	28
IV-6. sur la transition énergétique.....	28
IV-7. sur la prise en compte des avis des gestionnaires de SUP.....	29
IV-8. sur le respect du standard CNIG lors du téléversement du document approuvé.....	29
IV. Les annexes :	30
Annexe 1 – Liste des parcelles soumises au principe d'urbanisation limitée conformément en application de l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme et à la demande de dérogation en application de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme pouvant faire l'objet d'un classement en urbanisation différée :	31
Annexe 2 – Les ZAC Pyrénia et Pyrène Aéroport.....	32
Annexe 3 – Boisement classé en zone naturelle sur la commune de Juillan en continuité d'un boisement classé en EBC.....	33
Annexe 4 – Les phases de la ZAC Pyrénia et prise en compte des diagnostics archéologiques.....	34
Annexe 5 – Le plan d'actions du PCAET.....	35
Annexe 6 – Article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme introduit par la loi Énergie Climat du 8 novembre 2019 :	36
Annexe 7 – Sur la prise en compte des avis des gestionnaires de SUP (DGAC).....	37
Annexe 8 – Sur la prise en compte des avis des gestionnaires de SUP (RTE).....	38
Annexe 9 - Analyse géographique du PLUi arrêté du territoire du canton d'Ossun.....	39

I. Propos introductif

Dans un premier temps, je salue la qualité du travail réalisé ainsi que la mobilisation des élus autour de ce projet unifié et débuté en 2015 pour l'ensemble du territoire des 17 communes de l'ex-communauté de communes du canton d'Ossun. Il est important de souligner la clarté et la transparence des orientations et de la plupart des hypothèses sur lesquelles elles se fondent, ainsi que la cohérence entre les différentes pièces de ce document en particulier entre les objectifs fixés dans le projet d'aménagement et de développement durables et la déclinaison réglementaire.

Toutefois, une amélioration méthodologique aurait consisté à traiter à une échelle supérieure chaque enjeu qui le demande. Notamment, ce document n'aborde que trop peu son rôle d'interface et /ou de tierce centralité entre les agglomérations de Tarbes et de Lourdes (cf mobilité et économie), ou les autres types d'interdépendance forte avec d'autres territoires, parfois très élargis (cf le rôle complémentaire de ses terres agricoles pour les exploitations agricoles de montagne, la cohérence des boisements d'intérêt majeur, les continuités écologiques, les trames vertes et bleues, la bonne gestion de l'eau et la GEMAPI).

Les principales caractéristiques du territoire sont les suivantes :

- le territoire du canton d'Ossun fait partie de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes Pyrénées depuis le 1er janvier 2017. La communauté d'agglomération détient la compétence planification et a souhaité poursuivre l'élaboration du PLUi sur l'ex-communauté de communes du canton d'Ossun composée de 17 communes réparties sur trois secteurs géographiques à savoir la plaine, le Piémont et les Enclaves;
- le territoire voit sa population augmenter avec un solde migratoire positif. Cette population se caractérise par un vieillissement de la population et une légère baisse de la taille des ménages qui appellent une adaptation des logements existants ou à venir ;
- un parc de logement essentiellement composé de résidences principales avec une vacance en augmentation sur les cinq dernières années nécessitant la poursuite des Opérations Programmées de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH);
- un poids économique important avec l'infrastructure majeure de l'aéroport, la couronne des activités économiques autour de celui-ci (comprenant les différentes ZAC de Pyrénia et de Pyrène Aéro Pôle) et projet d'hôpital ;
- une activité agricole importante à préserver ;
- un fort potentiel de développement des énergies renouvelables à consolider et à mettre en œuvre ;
- un fort enjeu paysager avec la principale porte d'entrée sur les Pyrénées par les différents réseaux routiers, ferroviaires et aéroportuaires ;
- la pérennité des corridors écologiques menacée par l'urbanisation notamment dans les communes autour de l'aéroport (en particulier, importance décisive de la continuité est-ouest, juste au sud de l'aéroport, impliquant la commune limitrophe d'Adé).

Dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme, l'État a communiqué :

- le 15 mai 2017 une note d'enjeux formalisant les attendus sur les thèmes majeurs du territoire du canton d'Ossun,
- et le 11 août 2017 des observations à prendre en compte sur le projet d'aménagement et de développement durables présenté en conseil communautaire de septembre 2017.

L'examen du projet de PLUi arrêté amène l'État à émettre un avis favorable avec des réserves.

L'avis se décline en trois parties :

Les réserves (II) devront être impérativement prises en compte par la communauté d'agglomération de Tarbes Lourdes Pyrénées afin d'écarter toute illégalité et risques juridiques, motifs d'annulation du document approuvé. Les recommandations (III) visent à produire un meilleur document d'urbanisme, à faciliter sa compréhension et son application. Les observations (IV) listent les erreurs identifiées et facilement rectifiables par le rédacteur.

II. Les réserves :

Elles devront être impérativement prises en compte par la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées afin d'écartier toute illégalité et risque juridique.

Les réserves sur le dossier arrêté du PLUi du canton d'Ossun portent sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des politiques publiques et réglementations suivantes :

- la modération de la consommation foncière et la lutte contre l'étalement urbain (II-1),
- l'habitat et plus particulièrement sur la sédentarisation des gens du voyage (II-2),
- les risques (II-3),
- l'assainissement et les eaux pluviales (II-4),
- la compatibilité avec un document d'ordre supérieur à savoir le SCoT du Grand Pau (II-5).

II-1. La réserve relative à la modération de la consommation foncière et la lutte contre l'étalement urbain :

Le document prévoit l'accueil de 1900 habitants supplémentaires à l'horizon 2030 avec une évolution de la taille des ménages passant de 2,4 à 2,3 (soit l'accueil de 826 ménages). Le desserrement consécutif à cette diminution de la taille des ménages aboutirait à un besoin de 107 logements. La reconquête du parc existant est estimée à 188 logements. Le besoin de nouveaux logement est donc estimé à 743 (826+107-188).

Conformément, à l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme, le projet de PLUi du canton d'Ossun fait état de la consommation foncière passée toutes vocations confondues. Le projet d'aménagement et de développement durables prévoit de modérer de 20 % de la consommation passée uniquement sur l'habitat soit 70 ha au lieu de 93,9 ha pour **la production de 743 logements entre 2020-2030** (cf tableau ci-dessous).

Surface consommée entre 2006-2015 (toutes vocations confondues)	Surface consommée pour l'habitat 2006-2015	Surface consommée pour les activités économiques 2006-2015	Surface consommée pour les routes 2006-2015	Plafond impliquant une modération de 20 % sur la consommation d'espace à vocation résidentielle
132,6 ha	93,9 ha	31,3 ha	7,4 ha	70 ha

Il est à noter que dans les pages 34 et 35 du rapport de présentation, il est fait état d'une justification manifestement erronée sur la démonstration du besoin en logement (cf l'observation IV-2).

Par ailleurs, le document ne prévoit aucune réduction de la consommation sur les ouvertures à l'urbanisation dédiées aux activités économiques.

II-1-a) Démonstration insuffisante sur la « lutte contre l'étalement urbain » en matière d'habitat (article L. 101-2 du code de l'urbanisme):

Le projet du PLUi du canton d'Ossun a identifié un potentiel foncier de 92,2 ha en zone U dont 82,10 ha en « dent creuse » et 10,2 ha en division parcellaire bâtie.

L'analyse DDT fait apparaître un potentiel foncier estimé à 97 ha en zone U pratiquement équivalent à celui annoncé dans le projet de PLUi.

Vocation	Potentiel foncier de densification en U (évaluation PLUi)	Potentiel foncier en U (évaluation DDT)	
Habitat	92,2 ha	97 ha	
	dont retenus dans PLUi 14,6 ha	dont densification 53 ha	dont extension 44 ha

Sur les 97 ha de potentiel foncier en U évalué par la DDT, il est estimé 52,65 ha réellement en densification et **44,4 ha en extension**.

Le tableau ci-dessous détaille le potentiel foncier en U par commune en caractérisant ce qui est réellement en densification et ce qui est en extension.

Potentiel de densification en zone U			
Communes	Densification	Extension	Total
AVERAN	0,5146	0,6467	1,1613
AZEREIX	5,4188	4,6212	10,04
BARRY	0,6454	1,0194	1,6648
BENAC	2,8871	2,386	5,2731
GARDERES	0,156	2,3121	2,4681
HIBARETTE	0,5394	0,2233	0,7627
JUILLAN	12,0189	3,9972	16,0161
LAMARQUE-PONTACQ	3,356	1,7339	5,0899
LANNE	3,9837	1,6766	5,6603
LAYRISSE	2,2337	4,8207	7,0544
LOUCRUP	0,8992	1,5066	2,4058
LOUEY	6,4152	6,062	12,4772
LUQUET	1,8675	2,4499	4,3174
ORINCLES	0,3675	1,0781	1,4456
OSSUN	8,2168	5,9765	14,1933
SERON	0,6554	1,5077	2,1631
VISKER	2,4818	2,4166	4,8984
Total	52,657	44,4345	97,0915

Le diagnostic du PLUi annonce que ce potentiel de 92,2 ha peut permettre la production de 741 logements (soit la quasi-totalité des 743 logements projetés) cf tableau ci-dessous.

Néanmoins, après l'application d'un taux de rétention qui diffère selon la zone concernée (Plaine, Piémont et Enclaves) de 1,6 à 1,8, il n'est retenu au final sur le potentiel foncier de 92,2 ha que 14,6 ha de densification correspondant à 265 logements. Ces taux élevés de rétention en zone U ne sont pas suffisamment justifiés ainsi que la modulation de ces taux dans le rapport de présentation.

	Potentiel de densification brut	Rétention foncière	Potentiel de densification retenu	Changement de destination
ENCLAVES	64 logements	Dents creuses : 70% Divisions parcellaires : 80%	19 logements	7 logements
PIÉMONT	153 logements	Dents creuses : 70% Divisions parcellaires : 80%	44 logements	3 logements
PLAINE	524 logements	Dents creuses : 60% Divisions parcellaires : 70%	202 logements	0 logement
Total général	741 logements	Entre 157 et 226	265 logements	10 logements

Le besoin restant est couvert par des ouvertures à l'urbanisation en extension sur 55,4 ha. Le projet de PLUi s'est fixé seulement 20 % de production de logements en densification sur les 70 ha de besoin soit 14 ha environ.

Répartition prévue par le projet de PLUi sur 13 ans (2017-2030) :

Communes	Nombre total de logements à produire	Potentiel de densification retenu	Besoin en extension urbaine		Zonage AU	
			Logements à produire en extension	Surface nécessaire en extension	Surfaces classées en zone AU	Production moyenne de logements en zone AU
Azereix	63	35	28	2,4	2,4	48
Juillan	261	69	192	12,8	12,7	186
Lamarque-Pontacq	54	10	44	3,7	4,1	40
Lanne	54	16	38	3,2	3,7	45
Louey	45	32	13	1,3	0,6	37
Ossun	153	40	113	8,7	9,2	139
Plaine	630	202	428	32,0	32,7	495
Averan	9	2	7	0,9	0,9	8
Barry	18	3	15	1,9	1,8	12
Bénac	36	11	25	2,3	2,9	29
Hibarette	18	3	15	1,7	1,7	15
Layrisse	18	9	9	1,1	1,3	18
Loucrup	18	6	12	1,4	0,9	8
Orincles	27	4	23	2,3	3,4	15
Visker	27	7	20	2,0	2,0	19
Piémont	171	44	126	13,5	14,9	124
Séron	27	7	21	2,3	2,3	19
Gardères	36	4	32	3,5	3,0	21
Luquet	36	8	28	3,1	2,5	18
Enclaves	99	19	81	7,8	8,9	58
Total	900	265	636	54,4	55,4	677

Sur un besoin de 743 logements sur les dix prochaines années (2020-2030), correspondant à un besoin surfacique de 70 ha, on constate que le projet de PLUi retient 14,6 ha en densification sur un potentiel effectif de 53 ha. Ainsi, il produit la majorité des logements en extension en zone AU pour 55 ha ce qui correspond aux objectifs fixés par le PADD soit 80 % en extension.

Néanmoins, les articles L. 101-2 et L. 151-5 du code de l'urbanisme, impose de lutter contre l'étalement urbain.

Au titre des articles L.101-2 et L.151-5 du code de l'urbanisme, l'objectif de lutte contre l'étalement urbain et donc la recherche d'une meilleure densification ne sont pas démontrés compte tenu du potentiel existant de densification non exploité (soit 14,6 ha retenus sur les 52,65 ha réel en zone U) et des 99 ha en extension (incluant 44 ha zonés U et 55 zonés AU).

Ce qu'il convient de faire

Il convient d'une part, de justifier et d'expliquer la méthodologie retenue sur la modulation des taux de rétention en zone urbaine. Il est nécessaire d'expliquer l'application d'un taux de rétention sur la zone urbaine en extension soit 44 ha environ (le projet de PLUi ne proposant aucun taux de rétention pour les zones AU en extension). Les hypothèses de reconquête de la vacance et de changement de destination sont à prendre en compte dans la production de logement.

Il convient également de retirer de l'ouverture à l'urbanisation toutes les parcelles, les orientations d'aménagement et de programmation et les Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées qui n'obtiendront pas la dérogation au principe d'urbanisation limitée en l'absence de SCoT approuvé conformément en application de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme cf liste en annexe n°1 des parcelles soumises à cette demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée.

Par ailleurs, sur les communes listées en annexe n°1, il pourra être fait usage si besoin d'un classement en urbanisation différée pour certains secteurs classés en U dans le projet de PLUi afin de réduire les zones ouvertes à l'urbanisation.

II-1-b) Absence de modération de la consommation d'espace sur les ouvertures à l'urbanisation consacrées aux activités économiques :

Le projet de PLUi indique que la surface consommée pour les activités économiques entre 2006-2015 s'élève à **31,3 ha**.

Le projet de PLUi propose de rouvrir à l'urbanisation pour cette même vocation **217,06 ha** en zone AUx sur 2020-2030, ce qui correspond au maintien de l'intégralité des zones d'activités telles qu'elles sont déterminées et zonées dans les documents d'urbanisme actuellement approuvés. Elles sont réparties entre :

- les différentes ZAC de Pyrénia et Pyrène Aéro Pôle sur les communes d'Azereix, Juillan et Ossun
- et la zone artisanale du Gabas sur Luquet.

Répartition des ouvertures à l'urbanisation des zones d'activités :

commune	libelle_zonage	surf_ha
Azereix	AUx	31,61
Juillan	AUx	40,46
Luquet	AUx	8,09
Ossun	AUx	136,90
		217,0574

Un secteur se démarque en ce que son besoin n'est pas établi dans le document : il s'agit de l'OAP n°64 (Pyrène Aéroport P2), à l'extrême sud de l'aéroport, d'une surface de 39,66 ha dont la caractérisation reste générale et sans projet déterminé. Le projet initial en 1994 sur l'intermodalité voiture-train-avion n'a pas abouti et aucun aménagement n'est programmé comme le confirme la page 158 de la pièce 5 du PLUi sur les OAP.

Cette ZAC « P2 » avait été initiée en 1994 par le syndicat mixte Pyrène Aéro Pôle, constituée par les 17 communes du canton et le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées. Depuis 26 ans, la ZAC « P2 » n'a fait l'objet d'une réalisation (cf annexe n°2). Elle ne relève pas du périmètre « Sites industriels clés en main » ni des actuels programmes d'aménagement de la ZAC autour de l'aéroport. Son usage actuel est agricole. Par ailleurs, elle pourrait assurer une fonctionnalité déterminante dans la continuité écologique est- ouest sur Ossun et Adé.

Pour sa part, l'analyse DDT a évalué un potentiel foncier en zone U d'environ 51 ha pour les activités économiques cf tableau ci-dessous.

nom_com	libelle_zonage	typologie_zonage	type_conso	surface_ha
AZEREIX	U	zone activites Pyrene Aeropole P3	Extension	2,82
JUILLAN	U	zone activites artis et cciale	Extension	4,67
JUILLAN	U	zone activites industrielles	Extension	
JUILLAN	U	zone activites Pyrene Aeropole P4	Extension	
LANNE	U	zone activites industrielles	Extension	
LANNE	U	zone activites Pyrene Aeropole P1	Extension	8,18
LAYRISSE	U	zone activites artisanales	Extension	0,07
LOUEY	U	zone activites industrielles	Extension	35,26
LOUEY	U	zone activites Pyrene Aeropole P1	Extension	
LOUEY	U	zone activites Pyrene Aeropole P4	Extension	
Total				51

Aucun objectif de modération n'a été fixé dans le projet de PLUi sur la consommation foncière pour les activités économiques dans les propositions d'ouverture à l'urbanisation.

Le projet de PLUi reporte les ouvertures d'urbanisation prévues dans les documents d'urbanisme actuellement approuvés sans étude pour justifier le réel besoin sur la décennie. Quelques parcelles ont été ajoutées et font l'objet d'une demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée en l'absence de SCoT approuvé.

Au titre de l'article L.151-5 du code de l'urbanisme, le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Or aucune modération n'est appliquée aux propositions d'ouverture à l'urbanisation pour les activités économiques.

Ce qu'il convient de faire

En l'absence d'un objectif chiffré de modération, il convient de :

- traiter à une échelle supérieure à celle de la communauté d'agglomération l'enjeu économique et s'engager dans les autres PLUi sectoriels en cours ou à venir dans un objectif chiffré de modération de la consommation de l'espace à vocation économique.
- placer en AU0 l'OAP n°64 (Pyréne Aéroport P2) d'une surface de 39,66 ha dont le besoin n'est pas établi dans le document.
- retirer de l'ouverture à l'urbanisation toutes les parcelles qui n'obtiendront pas la dérogation au principe d'urbanisation limitée en application de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme à savoir : les parcelles n° AR0029, AR0036, AR0037, AR0038, AR0039, AR0040, AR0041, AR0042, AR0043, AR0044, 0E0203, 0E0926 et AR0120 de l'OAP économique n°19 Pyrène Aéroport P3 d'une superficie totale de 1,60 ha qui ne sont pas incluses dans les ouvertures à l'urbanisation des documents d'urbanisme actuellement approuvés.

II-2. La réserve relative à la prise en compte des politiques publiques sur l'habitat : proposer des implantations pour accueillir les projets de sédentarisation des gens du voyage

Le Schéma départemental d'accueil et d'habitat des Gens du Voyage (GdV) des Hautes-Pyrénées (2018-2023) définit des obligations aux communes de plus de 1000 habitants dans un objectif de sédentarisation des gens du voyage itinérants dans des conditions décentes (réseaux existants, desserte, absence de risques ou de nuisances avérées, etc).

Sur le territoire, les communes concernées sont Azereix, Juillan et Ossun. Chacune de ces trois communes propose un STECAL en zone agricole (A5, A6 et A7) pour aménager des lotissements pour les gens du voyage à sédentariser.

Toutefois, l'implantation du STECAL A7 en zone Ax d'une superficie de 0,36 ha sur la commune d'Ossun est située dans le périmètre de plusieurs bâtiments agricoles classés ICPEA (cf cartographie ci-dessous)



Au titre des articles L.101-2 al 4 et R.111-2 du code de l'urbanisme relatifs à la sécurité et la salubrité publiques, la proposition d'implantation d'un aménagement pour la sédentarisation des gens du voyage est entachée d'une impossibilité réglementaire.

Ce qu'il convient de faire


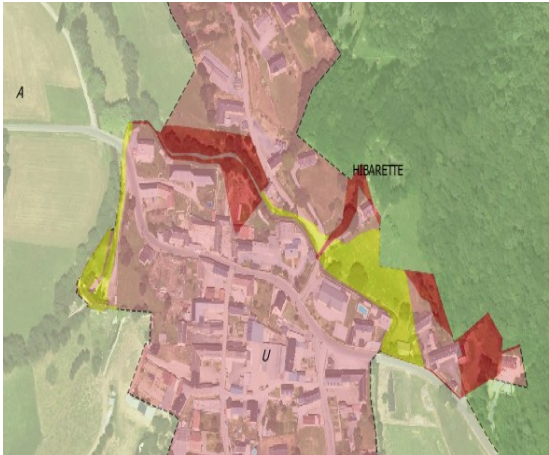

Il convient de retirer cette proposition et de proposer une alternative viable sur un autre secteur de la commune.

NB : Les propositions effectuées sur les communes d'Azereix et Juillan répondent aux attendus sous réserve que les réseaux situés à proximité puissent desservir les parcelles concernées.

II-3. La réserve relative à la prise en compte des politiques publiques sur les risques :

Le zonage réglementaire du PLUi arrêté ne respecte pas les limites de zones rouges ou jaunes des Plans de Préventions des Risques (PPR) opposables. En effet, des parcelles ou parties de parcelles constructibles du PLUi arrêté (zonage U, AU ou STECAL) sont identifiées en zones inconstructibles des PPR. Les PPR sont des servitudes d'utilité publique avec lesquelles le PLUi doit se conformer.

Les communes concernées pour les zones urbaines sont Louey, Hibarette et Orincles cf tableau ci-dessous.

Communes	Zonage	Cartographie de la zone concernée
Louey	U zone d'activités industrielles en zone jaune et rouge du PPR	 Aerial photograph of Louey showing a yellow and red PPR zone. The red zone is a narrow strip along a road, and the yellow zone is a larger area adjacent to it. The label 'LOUEY' is visible on the map.
Hibarette	U en zone jaune et rouge du PPR	 Aerial photograph of Hibarette showing a yellow and red PPR zone. The red zone is a narrow strip along a road, and the yellow zone is a larger area adjacent to it. The label 'HIBARETTE' is visible on the map.
Orincles	U en zone jaune du PPR	 Aerial photograph of Orincles showing a yellow PPR zone. The yellow zone is a large area covering a significant portion of the town. The label 'ORINCLES' is visible on the map.

L'OAP n°37 sur le projet hôpital – secteur services en AUh est en partie en zone jaune, champ d'expansion des crues cf carte ci-dessous. Cette zone est inconstructible. Certains aménagements et travaux peuvent être autorisés dans la mesure où ils ne nuisent ni à l'écoulement ni au stockage des eaux. Il est nécessaire à cette fin de fournir une approche hydraulique préalable et de définir des mesures compensatoires.



Zone d'expansion de crue en rouge



Projet d'OAP ne prenant pas en compte la zone d'expansion de crue

Il est à noter sur la commune de Lanne que le camping existant est situé en zone d'expansion de crue (zone jaune du PPR cf cartographie ci-dessous). Le règlement du STECAL N1 portant sur la prise en compte du camping présent sur la commune de Lanne doit prendre en compte les prescriptions édictées par le PPR, par exemple l'autorisation d'une seule extension et non d'une ou plusieurs fois à compter de l'approbation du PLUi.



Illégalité juridique au titre des articles L.101-2 et R.111-2 du code de l'urbanisme

Le zonage réglementaire du PLUi arrêté envisage des secteurs à urbaniser (U, AU et STECAL) dans des zones inconstructibles ou avec des prescriptions spécifiques au titre des risques inondation.

Ce qu'il convient de faire

Pour chacun des secteurs ouverts à l'urbanisation (U, AU et STECAL), il est nécessaire de justifier, dans le rapport de présentation, la bonne prise en compte des risques. Les secteurs ouverts à l'urbanisation (U, AU et STECAL) situés en zones inconstructibles des PPR, doivent être retirés ou traités avec une zone *non aedificandi* dans le zonage réglementaire et/ou les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Il convient de reprendre l'OAP n°37 sur le projet hôpital – secteur services afin de prendre en compte la zone d'expansion de crue de la Geune et ne pas s'en tenir seulement à la préservation de la ripisylve du cours d'eau. Il convient également de reprendre le règlement écrit du STECAL N1 portant sur la prise en compte du camping présent sur la commune de Lanne.

II-4. La réserve relative à la prise en compte des politiques publiques sur l'assainissement et les eaux pluviales :

En page 34 du règlement écrit du projet de PLUi, sont indiquées les règles applicables à toutes les zones du territoire du canton d'Ossun en matière de gestion des eaux usées et des eaux pluviales. Il est précisé que les constructions devront se conformer au **zonage d'assainissement en vigueur annexé au PLUi**.

De même, les aménagements doivent respecter le règlement et le **zonage des eaux pluviales annexés au PLUi**. Or, **ces pièces sont absentes en annexe du PLUi**, alors même que ce sont ces schémas qui déterminent les possibilités d'assainissement et de dispersion des eaux pluviales, et qui doivent justifier les choix des secteurs d'ouverture à l'urbanisation.

Les règles de portée générale indiquées en page 34 pour la gestion des eaux usées et des eaux pluviales ne permettent pas de prendre en compte la spécificité de certains secteurs sur le territoire d'Ossun où l'assainissement collectif n'est pas suffisant (STEP d'Azereix défectueuse) ou absent. C'est le cas de 7 communes (Averan, Barry, Layrisse, Loucrup, Luquet, Séron et Visker) en assainissement non collectif (ANC) et la zone AUh pour le projet hôpital sur la commune de Lanne.

L'article 151-20 stipule que lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, **d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante** pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, **son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision** du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone.

L'article R.151-53 al 8 indique que doivent figurer en annexe les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement.

Ce qu'il convient de faire

Il convient d'une part de justifier la prise en compte de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales dans les ouvertures à l'urbanisation de la commune d'Azereix, des 7 communes en ANC ainsi que dans les 2 OAP du projet hôpital. Dans le cas contraire, ces zones doivent être maintenues en réserve foncière fermée du PLUi (AU0).

Il convient d'autre part de joindre en annexe du PLUi le zonage d'assainissement et celui des eaux pluviales comme indiqué en page 34 du règlement écrit.

II-5. Une incompatibilité avec le SCoT du Grand Pau :

Le document d'orientation et d'objectifs du SCoT du Grand Pau approuvé le 29 juin 2015 prévoit en page 81 sur l'objectif de permettre à chaque territoire d'assurer son développement économique sur les trois communes des Enclaves du canton d'Ossun, un potentiel de 3 ha de production d'ici 2030 et un rythme annuel moyen de 0,2 ha. Cette prescription s'impose à la commune de Luquet qui fait partie du périmètre de ce SCoT.

Au titre de l'article L.153-49 du code de l'urbanisme relatif à la mise en compatibilité d'un PLUi avec un document supérieur, la proposition d'ouverture à l'urbanisation en AUx d'une superficie de 8,09 ha sur la commune de Luquet n'est pas en concordance avec la prescription du SCoT.

Ce qu'il convient de faire

Compte tenu de l'existence d'aménagement et de l'effectivité de la ZAC, la réserve peut être levée en requalifiant cette zone en tant que U avec la typologie zone d'activités artisanales et en maintenant l'OAP prévue.

III. Recommandations :

Elles visent à produire un meilleur document d'urbanisme, à faciliter sa compréhension et son application.

Les recommandations sur le dossier arrêté du PLUi du canton d'Ossun portent sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des politiques publiques en particulier sur :

- le grand paysage (III-1),
- sur la production de logements sociaux en application de la loi SRU, solidarité et au renouvellement urbain (III-2),
- sur la mobilité (III-3),
- sur la prise en compte de la biodiversité(III-4),
- sur la justification de l'ouverture d'une zone U conformément en application de la loi montagne sur la commune de Layrisse (III-5),
- sur la qualité des OAP sur le projet de l'hôpital à Lanne et sur les zones d'activités Pyrénia et Pyrène Aéro Pôle (III-6),
- sur la prise en compte des diagnostics archéologiques (III-7)

III-1. sur la prise en compte du grand paysage :

Ce territoire est déterminé par son rôle d'interface entre Tarbes et Lourdes, entre la plaine alluviale et le Piémont des Pyrénées, ce qui est bien mis en évidence dans le PLUi.

Le diagnostic comme le projet d'aménagement et de développement durables accordent une bonne place au paysage et à l'eau comme composantes de l'identité et de la qualité de vie du territoire comme cela avait été souligné dans la note d'enjeux de l'État.

L'identification des éléments (pièces 4.3 du PLU en annexe) faisant l'objet de « prescriptions » ponctuelles (pièces 4.3.3 du PLU en annexe), linéaires ((pièces 4.3.4 du PLU en annexe) et surfaciques (pièces 4.3.5 du PLU en annexe) est à souligner. Toutefois, le lien de cet inventaire avec le contenu des prescriptions dans les OAP et le règlement graphique (pages 24 et 25), est insuffisante et devrait d'être précisé.

Les représentations graphiques correspondant à chacun des 4 axes du PADD sont bien démonstratives et l'enjeu de préservation des vues sur la montagne est souligné dans le diagnostic.

Néanmoins, il est dommage que cet enjeu de préservation ou valorisation des vues remarquables sur la montagne à travers l'urbanisme et l'aménagement du territoire soit limité aux paysages perçus depuis les zones à urbaniser dans le cadre de prescriptions des OAP sectorielles.

En effet, ce territoire constitue un passage obligé, la porte d'entrée paysagère depuis l'autoroute vers la vallée des Gaves dont l'image affecte directement et indirectement celles des destinations touristiques emblématiques desservies et donc du département.

Ce territoire est l'articulation entre l'A64 et la RN21 qui dessert les premiers paysages proches et lointains sur les Pyrénées en venant de Tarbes ou lorsque l'on quitte l'autoroute pour prendre la route nationale 21 vers la direction de Lourdes et vers les vallées prestigieuses de Gavarnie ou Cauterets avec les stations thermales ou de ski du pays Toy.

Une présentation préalable du territoire dans un contexte géographique élargi aurait permis de mieux mettre en évidence ce positionnement.

Ce qu'il convient de faire

Il convient de s'intéresser aux séquences de paysage traversées et desservies vers les Pyrénées par la RN 21 depuis l'échangeur autoroutier, mais également par les principaux vecteurs d'arrivée ou de découverte dans ce territoire tels que la voie ferrée ou l'aéroport d'Ossun, situé précisément sur ce territoire, qui offre les premières images pyrénéennes aux visiteurs et aux usagers qui sortent de l'aéroport.

Cet enjeu devrait relever d'une orientation d'aménagement et de programmation thématique paysage pour l'ensemble du territoire, en s'appuyant sur le schéma de l'axe 1 du PADD.

III-2. Améliorer la production de logements sociaux sur la commune de Juillan

Il convient de rappeler que ce territoire n'est pas couvert par un Plan Local de l'Habitat. Or, l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales rend obligatoire la réalisation d'un PLH pour toutes les communautés d'agglomération dans le cadre de leur compétence équilibre social de l'habitat.

Par conséquent le PLUi aurait dû pallier cette absence en particulier en tirant les conséquences des besoins manifestes de logements locatifs sociaux.

En page 108 du diagnostic, le constat est effectué d'une insuffisance du parc locatif social sur le canton d'Ossun. En 2015, le territoire compte 86 logements sociaux dont 72,5 % sont localisés sur la commune d'Ossun. En page 109 du diagnostic, il est indiqué qu'il y a bien une demande de logements sociaux sur ce territoire qui n'est donc pas couverte.

Le projet d'aménagement et de développement durables affiche en objectif la production de 10 % de logements aidés sur la totalité des logements à produire (soit 70 logements sociaux au total) d'ici 2030, soit 7 par an. La répartition de 40 de ces logements sociaux sont prévus dans les secteurs des OAP dont 8 logements seulement sur la commune de Juillan.

La commune de Juillan est nouvellement entrée dans les obligations de l'article 55 de la loi SRU solidarité et au renouvellement urbain parue le 13 décembre 2000. À ce titre, elle doit atteindre le taux de 20 % de logements sociaux à la fin des cinq périodes triennales complètes soit avant le 31/12/2031 soit produire environ 320 logements sociaux. La commune dispose à ce jour que de 1,20 % logements locatifs sociaux publics (soit 26 logements dont 12 au foyer de personnes âgées). En lui attribuant 8 logements sur les 294 attendus, le projet de PLUi ne permet pas à la commune de Juillan de réaliser ses obligations.

Au titre de l'article 55 de la loi SRU, la proposition de production de nombre de logements sociaux sur la commune de Juillan ne répond pas aux obligations réglementaires.

Ce qu'il convient de faire

Ainsi, le projet de PLH (Plan local pour l'habitat) que doit élaborer la communauté d'agglomération de Tarbes Lourdes Pyrénées doit prendre en compte ce défaut de politique publique et en particulier sur la situation très déficitaire de la commune de Juillan.

En outre, il convient d'afficher dans le projet de PLUi pour la commune de Juillan, une production plus importante de logements sociaux afin de répondre à la réglementation en vigueur qui prévoit 3 périodes triennales (2022-2025/ 2025-2028/ 2028-2031) pour atteindre ses objectifs de production de logements sociaux (soit 320 logements contre 26 aujourd'hui).

III-3. La mobilité :

Le diagnostic fait un état des lieux de la mobilité sur le territoire et souligne l'autosolisme prégnant sur ce territoire. Il y a peu de liaisons assurées par voie ferrée (4 par jour entre Ossun et Tarbes) et un réseau cyclable très insuffisant. Les voies de cheminement doux sont uniquement pour les loisirs et randonnées.

L'étude effectuée relative aux mobilités durables à l'échelle des 9 EPCI du département, pilotée par la direction départementale des territoires des Hautes-Pyrénées et livrée en 2020, fait état sur le territoire du canton d'Ossun des mêmes difficultés que celles identifiées par le projet de PLUi à savoir :

- des liaisons à renforcer entre Tarbes et Lourdes, desservant aussi l'aéroport et éventuellement la zone d'activités économiques de Lanne ;
- les modes actifs : avec l'enjeu d'apaisement des circulations douces et de limitation de vitesse (pris en compte dans les OAP "aménagement urbain") et le manque d'un véritable maillage des cheminements doux en lien avec les territoires voisins. La communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est consciente de ce fait et lance le 17/09, une étude pour la réalisation d'un schéma directeur vélo et mobilités actives, afin de coordonner l'action territoriale dans l'objectif d'un réseau cyclable cohérent, continu, sécurisé et attractif ;
- des aires de covoiturages spontanées (zones commerciales, bords de route et d'autoroute) ;
- un projet de modes doux est en cours avec une recherche de financement sur la ZAC Pyrène Aéroport.

Le territoire du Canton d'Ossun s'inscrit dans un contexte supra-intercommunal particulier. En effet, en raison de son positionnement géographique entre plusieurs pôles urbains (Tarbes, Lourdes, Pau), de l'existence d'un réseau routier bien développé, d'une voie ferrée, de l'Aéroport Tarbes Lourdes Pyrénées, du projet de création d'un nouvel hôpital et globalement d'un environnement riche et contrasté entre Piémont et Plaine Tarbaise.

Le territoire est au cœur des dynamiques de ce triangle de villes moyennes qui influence son fonctionnement au quotidien.

La mobilité dans les territoires ruraux reste peu connue et difficile à appréhender.

Le volet transport du Plan Climat Air Énergie Territorial de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (2019-2025) précise que :

- seulement 2 % des trajets domicile-travail des habitants sont réalisés en transport en commun ;
- 36 % des actifs travaillent dans leur commune de résidence dont 2/3 se rendent sur leur lieu de travail en voiture ;
- le volet transport correspond à 30 % des émissions de gaz à effet de serre du territoire de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées ;
- il consomme 655 GWh d'énergie, soit le deuxième poste de consommation d'énergie fossile du territoire.

Ces précisions dénotent une forte dépendance du territoire de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées aux énergies fossiles avec une forte vulnérabilité à la hausse des prix des énergies, ainsi qu'une nécessité de favoriser, encourager des modes de déplacements écologiques.

Ce qu'il convient de faire

L'étude relative aux mobilités durables dans les Hautes-Pyrénées pilotée en 2019 par la DDT65 dégage les enjeux de mobilité qui doivent être intégrés dans ce projet de PLUi :

- compléter les solutions de mobilité pour s'approcher de plus près des besoins des hauts-pyrénéens ;
- favoriser la réduction et l'organisation des déplacements quotidiens (tiers-lieux, plan de mobilité d'entreprises) ;
- renforcer les solutions alternatives à la voiture individuelle (voitures partagées, covoiturage, auto-stop organisé par exemple par rézo pouce) ;

Pour réaliser ces aménagements (covoiturage, tiers-lieux), il convient de proposer des emplacements réservés dans le projet de PLUi. À la lecture de la liste des emplacements réservés, cet outil est utilisé pour l'aménagement de cheminements doux, surtout le long de cours d'eau comme l'emplacement réservé n°4 le long du Marnaing sur la commune d'Ossun ou le long de la Geune sur la commune de Juillan. Il conviendrait d'étendre la création des cheminements doux aux besoins quotidiens des hauts-pyrénéens dont les trajets domicile-travail liés à Pyrénia-Aéropole, et non pas seulement pour les randonnées.

Enfin, cet enjeu devrait relever d'une orientation d'aménagement et de programmation thématique mobilité pour l'ensemble du territoire, en s'appuyant sur le schéma de l'axe 2 du PADD.

Il conviendra par ailleurs, de procéder à une révision du document pour intégrer les aménagements prévus par la prochaine étude lancée par la communauté d'agglomération en vue de réaliser un schéma directeur vélo et mobilités actives.

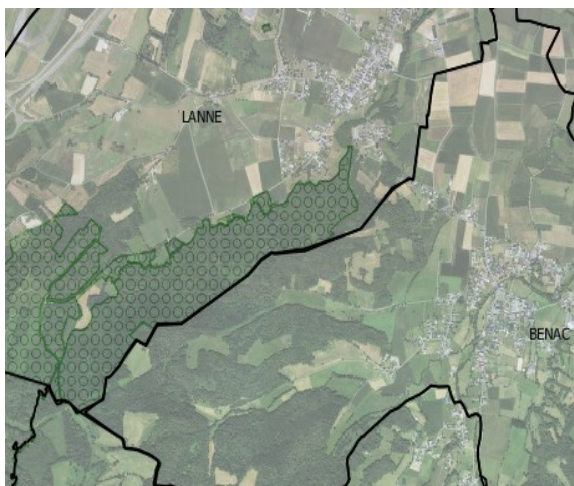
III-4. sur la prise en compte de la biodiversité :

III-4-a) Les trames boisées :

Le projet de PLUi prévoit de classer 432 ha en espace boisé classé (EBC) répartis sur les communes de Lanne, Louey, Juillan et Lamarque-Pontacq.

Le diagnostic indique en page 56 qu'il n'existe pas de gestion ni de réflexion à l'échelle intercommunale sur les forêts et boisements. Chaque commune dispose de son propre plan de gestion. Il aurait été utile que dans le cadre de l'élaboration du PLUi, une grille de lecture ait été établie pour fixer des objectifs cohérents des espaces à classer en EBC.

En effet, le projet de PLUi n'indique aucune analyse des choix du classement et des incohérences sont constatées d'une commune à l'autre. Par exemple c'est le cas entre Lanne/Benac et Louey/ Hibarette. Une cohérence et une continuité du maillage doivent être assurée.

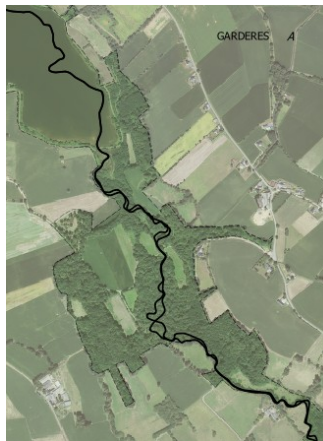


Espace boisé de Bénac non protégé en continuité de celui de Lanne /Espace boisé d'Hibarette non protégé en continuité de celui de Louey

Concernant les communes les plus forestières, comme Ossun et Azereix, qu'il n'y ait pas d'EBC sur les gros massifs (qui au moins pour partie sont en plus soumis au régime forestier, gage de protection) cela peut se concevoir.

Toutefois, ces communes disposent d'un maillage de petits bois, parfois en proximité immédiate de zone U qui méritent que soit posée la question de leur protection.

Le zonage en zone naturelle n'est pas suffisant pour protéger ces boisements. Cette remarque est également valable pour les rives du Lac de Gabas et en amont de la rivière sur les communes de Luquet et Gardères cf cartographies ci-dessous.



Boisement non protégé à proximité de la zone U sur la commune d'Ossun / Boisement sur les communes de Gardères et Luquet

Concernant la commune de Juillan, avec le plus faible taux de boisement protégé, il convient d'établir des protections pour les boisements subsistants en particulier au nord-ouest de la commune en limite avec la commune d'Azereix. En effet, seule une partie du boisement est classée en EBC et l'espace en continuité vers le nord est classé en zone naturelle cf cartographie en annexe 4.

Ce qu'il convient de faire

Il convient de justifier les choix opérés de classement en EBC conformément en application des articles L. 113-1 et suivants, afin de mieux appréhender les objectifs de protection, et d'assurer un traitement cohérent sur la totalité des boisements structurants ou prioritaires.

III-4-b) Les trames bleues

En page 155 du diagnostic pièce 1.1 du PLU, il est souligné la nécessité de maîtriser l'urbanisation aux abords de l'Echez et renforcer la ripisylve voir la reconstituer localement compte tenu de l'état écologique « mauvais » des grandes masses d'eau superficielle présentes sur le territoire.

En page 159 des justifications du projet pièce 1.2 du PLUi, il est fait référence au règlement écrit pour remédier à une urbanisation qui entrave les corridors liés à la trame bleue. Il s'agit de respecter une distance de 6 m autour des principaux cours d'eau du territoire cf page 25 du règlement écrit. Cette protection semble plus porter sur un souci d'entretien des rives et sur l'accès aux cours d'eau que sur une réelle volonté de préserver les ripisylves.

Ce qu'il convient de faire

Il convient d'étendre cette règle « respecter un recul de 6 m » à l'ensemble des cours d'eau du territoire.

L'inventaire des zones humides est à compléter dans le diagnostic (cf page 62 et 63) ainsi que dans les données SIG. En application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme des prescriptions particulières sont prévues dans le règlement écrit pour protéger les zones humides. Les constructions et extensions seront limitées. Des aménagements légers sont autorisés pour des cheminements piétonniers, cyclables et des sentiers équestres. Ces aménagements légers ne sont pas sans conséquences sur les zones humides. Dans le règlement, il n'est pas démontré la recherche d'une solution alternative pour tout aménagement dans le respect de la séquence éviter-réduire-compenser.

Ce qu'il convient de faire

Il convient d'une part de compléter l'inventaire des zones humides en particulier sur les communes d'Ossun et de Lamarque-Pontacq entre autres, d'autre part d'être plus précis dans les limitations envisagées pour les constructions et extensions dans les zones humides identifiées dans le projet de PLUi.

L'état initial de l'environnement effectué dans le diagnostic ne présente pas d'étude des données et des recherches terrains. Il s'agit d'une simple référence aux protections environnementales existantes à une échelle large sans déclinaison locale. Cette évaluation écologique est donc succincte.

La partie E de la justification du projet relative à l'analyse de l'impact du projet sur l'environnement ne démontre pas d'étude des sites proposés à l'ouverture à l'urbanisation. En effet, plutôt qu'une séquence éviter-réduire-compenser, il est souvent directement proposé de compenser sans analyse approfondie sur la faisabilité de cette compensation.

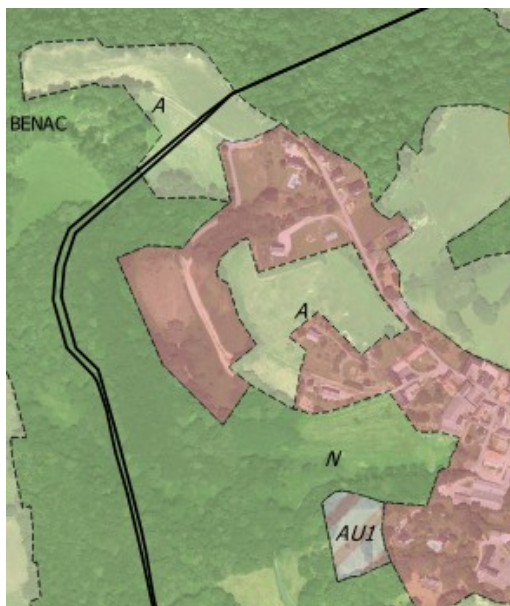
Ce qu'il convient de faire

Il convient de démontrer en priorité l'évitement dans les sites proposés à l'ouverture à l'urbanisation

III-5. Nécessité d'une étude de discontinuité pour une zone U sur la commune de Layrisse (article L. 122-7 du code de l'urbanisme) :

Les communes d'Averan, Barry, Layrisse, Loucrup et Orincles sont soumises à la loi montagne. Ces communes sont donc soumises à l'article L. 122-5 du code de l'urbanisme qui indique que l'urbanisation est réalisée en continuité du bâti existant.

Sur la commune de Layrisse, il est proposé de mettre en zone U (urbaine) des terrains qui sont en discontinuité du bâti existant. Il s'agit d'une partie de la zone constructible de la carte communale actuellement approuvée depuis 2013 cf cartes ci-dessus .



Proposition de zonage dans le PLUi



Zonage approuvé dans la carte communale actuelle

Cette proposition doit répondre aux exigences de la loi montagne. Pour ce faire, la loi montagne prévoit des exceptions au principe d'extension de l'urbanisation en continuité dont l'étude justifiant l'urbanisation en discontinuité dans un PLUi.

En vertu de cette disposition, l'urbanisation en discontinuité peut être admise si le PLUi comporte une étude dite « de discontinuité ». Cette démonstration doit être effectuée au regard des « spécificités locales ». Il est donc attendu que cette étude comporte notamment une analyse des caractéristiques du site et de l'urbanisation existante, de la configuration des lieux, une description précise du projet et du parti d'aménagement et de l'intégration de ce projet dans l'environnement.

Au titre des articles L.122-5 et L.122-7 du code de l'urbanisme, la justification de proposer une urbanisation en discontinuité du bâti existant n'est pas démontrée sur la commune de Layrisse.

Ce qu'il convient de faire

Une étude de discontinuité doit être jointe au dossier de projet de PLUi arrêté pour justifier cette zone U en discontinuité du bâti existant sur la commune de Layrisse avec une proposition de phasage et d'une orientation d'aménagement et de programmation qualitative.

III-6. sur la qualité des OAP :

De manière générale, en complément de la réserve II-3 sur l'assainissement et la gestion des eaux pluviales, il convient de définir dans chacune des OAP des 7 communes ne bénéficiant pas d'un assainissement collectif des modalités d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales.

Une analyse précise a été effectuée par l'architecte conseil de l'État lors de ses vacances sur les 2 OAP sur le projet de l'hôpital et sur les 3 OAP économique de Pyrénia et Pyrène Aéroport dont vous trouverez le détail ci-dessous.

III-5-a) L'OAP n°37 sur le projet hôpital – secteur services d'une surface de 6,3 ha (AUh) et l'OAP n°43 sur le projet hôpital Tarbes Lourdes d'une surface de 14,07 ha (Auh) :

Ces deux OAP sont situées sur des terrains contiguës et fonctionnellement interdépendantes. Elles doivent être analysées en parallèle.

La cartographie des OAP est faiblement renseignée et les cadrages sont trop serrés pour des opérations de cette envergure. L'analyse du site est trop sommaire pour des programmes de cette importance fonctionnelle et symbolique. Ces projets sont situés sur des terrains en pente avec des vues proches et lointaines. Une étude précise des covisibilités, en particulier depuis la RN 21 est un préalable au zonage d'implantation des bâtiments. Les terrains au sud de la RD 216 occupés par des activités agricoles d'élevage et de champs travaillés, ponctués de grands arbres isolés, offrent un paysage remarquable en premier plan avec des vues plus occasionnelles vers les montagnes. On se trouve face à un grand tableau paisible, une fresque bigourdane, qui pourrait guider l'organisation générale de l'hôpital et lui donner du sens.

Concernant l'aménagement et la typologie de bâti, la topographie du terrain n'est pas prise en compte dans le partage orthogonal en 3 secteurs (jardin, stationnement, bâtiment). Ce partage est perpendiculaire à la pente, ce qui n'est pas fonctionnel, il faudrait l'établir suivant les courbes de niveau. Le stationnement occupe une place centrale, plus importante que le bâtiment, avec une emprise dans la pente. Ce sujet n'est pas suffisamment étudié, on pourrait organiser une grande partie du stationnement en soubassement sous l'emprise des bâtiments.

Concernant la forme urbaine et l'aspect des constructions, une partie du terrain d'assiette de l'OAP n° 37 - secteur services, devrait être inconstructible pour conserver ces vues depuis l'OAP n°43 projet hôpital. Il faut réfléchir à une interpénétration forte entre l'Hôpital et ses services et les paysages mitoyen, proche et lointain. Une liste plus limitative des destinations de constructions permises sur l'OAP n° 37 – secteur services doit être établie.

Concernant la desserte et la mobilité, le sujet des différents accès public, technique, modes doux, n'est pas traité. Au-delà de ce constat, il manque également une réflexion sur les espaces extérieurs/espaces publics qui est cruciale pour proposer une alternative à l'accès tout voiture. La desserte vélo doit être étudiée à grande échelle jusqu'aux communes de Tarbes et Lourdes.

Concernant le cadre de vie, les vues -ici fondatrices du projet- ne sont pas explicitées ni valorisées et la relation sensible aux terrains mitoyens est inexistant.

III-5-b) l'OAP n°64 Pyrène aéroport P2 d'une surface de 39,66 ha (AU0) et l'OAP n°65 Pyrénia P3 d'une surface de 128,78 ha (AUx avec un phasage) :

Conformément à la réserve n°II-1-b), le secteur « P2 » correspondant à l'OAP n°64 a vocation à être classée en réserve foncière AU0. Toutefois, lorsque l'urbanisation deviendra effective sur ce secteur (impliquant une évolution du document d'urbanisme), il conviendra de tenir compte des préconisations ci-dessous. Elles sont situées sur des terrains contiguës et avec des activités économiques proches. Elles doivent être analysées en parallèle.

La cartographie des OAP est faiblement renseignée et les cadrages des plans sont trop serrés pour des opérations de cette envergure. L'analyse du site fait moins de 10 lignes pour les 160 ha des deux OAP. On y signale la présence de routes, de la voie ferrée, de parcelles agricoles, de l'aéroport. Les informations sont succinctes et un descriptif plus détaillé serait nécessaire.

Concernant l'aménagement et la typologie de bâti, il convient de ne pas donner de contraintes trop fortes concernant la typologie des bâtiments. En effet, l'expérience du bâtiment principal Tarmac, probablement pas prévu à l'origine, a montré que ce bâtiment a trouvé sa place à la fois économiquement et dans le paysage.

Concernant la forme urbaine et l'aspect des constructions, la rédaction de l'OAP n°64 sur ce sujet à savoir « les futures constructions devront, tenir compte de celles d'ores et déjà réalisées sur le secteur notamment celles en lien avec l'entreprise Tarmac, et celle de l'OAP 65 à savoir « les constructions devront s'intégrer au site en privilégiant les couleurs sombres, s'harmonisant avec les bâtiments existants » constituent des rédactions peu ambitieuses sur les attendus architecturaux. Toutefois, cette rédaction permet l'accueil de nombreuses infrastructures sans contraindre les futures activités du site.

Concernant la desserte et la mobilité, ce paragraphe des deux OAP détaille les mobilités exclusivement routières, hormis l'accès direct à la piste d'aéroport. A mi-chemin entre Tarbes et Lourdes, à moins de 10mn en train (par la gare d'Ossun) et 20mn en vélo, une réflexion doit être menée sur les différents réseaux de mobilités douces.

Concernant le cadre de vie, la volonté de Conserver/Valoriser les points de vue remarquables sur la chaîne des Pyrénées est exprimée, mais aucun moyen pour y parvenir n'est avancé. Il faut établir des études qui définissent précisément la/les vues que l'on souhaite valoriser, voire sanctuariser. Ces emprises pourront être des espaces publics ou privés. Un des cônes de vue sera logiquement associé à la desserte principale Nord-Sud.

III-5-c) L'OAP n°19 Pyrène aéroport P3-B et Pyrénia d'une surface de 40,46 ha (Aux) :

L'analyse du site est très sommaire alors que le site est complexe. Il faut prendre en compte la longue ligne droite de la RN21 qui offre un panorama spectaculaire et iconique sur la chaîne des Pyrénées dans le sens Nord/ Sud. Or une partie de cette OAP se situe précisément dans l'axe de cette route. Une étude précise devra implanter ce cône de vue en plan.

L'OAP se caractérise par 3 parties distinctes :

- à l'Ouest les rives de la piste de l'aéroport situés dans l'axe de la RN21,
- au centre la colline boisée du Turon,
- à l'Est la bande entre la colline et la RN21.

Ces 3 parties portent des enjeux différents. Ainsi, concernant l'aménagement et la typologie de bâti, les capacités du site à accueillir une nouvelle urbanisation doit être bien délimitée sur le périmètre de l'OAP à savoir :

- aucune construction ne peut être envisagée dans le champ visuel de la RN21, très limité en hauteur à proximité des bâtiments existants de l'aéroport, r
- aucune construction ne peut être envisagée également sur la colline boisée,
- en revanche, des constructions peuvent être envisagées dans la partie Est qui sera la suite des bâtiments existants du Téléport.

Concernant la forme urbaine et l'aspect des constructions, chaque partie de l'OAP aura donc des prescriptions différentes concernant les bâtiments à l'est et à l'Ouest de la colline du Turon. La partie centrale est destinée à accueillir le projet « Universciel », un concept inédit, alliant dans un même lieu des espaces ludiques, pédagogiques, d'expérimentation, de recherche...avec une « architecture design ».

Pour les raisons évoquées ci-dessus, ce bâtiment devra être poli avec la vue depuis la RN21 et par conséquent s'implanter dans l'angle Sud-Est du terrain. Des simulations de volumes seront utiles pour être plus précis.

Concernant la desserte et la mobilité, la desserte des terrains est déjà réalisée pour la partie Est, pour la partie Ouest la voirie devra être discrète en évitant les candélabres blancs par exemple. Le sujet transversal des mobilités douces reste à traiter, la proximité de la voie ferrée est une opportunité à étudier.

Concernant le cadre de vie, les abords du projet « Universciel » pourraient être aussi ambitieux que le programme du bâtiment, on pourrait imaginer ici une alternative au parking tout voiture.

Ce qu'il convient de faire

Concernant la consommation des terres agricoles et le phasage souhaité dans ces opérations d'aménagements, ces 5 OAP totalisent une emprise totale d'environ 230 ha, elles sont situées sur les meilleures terres agricoles du département. Entre les programmes envisagés et leur réalisation par phases successives, il serait judicieux de conserver un équilibre à chaque étape de la réalisation entre activités économiques et activités agricoles, car les deux activités ont vocation à cohabiter quel que soit l'état initial, final, ou intermédiaire.

Concernant les modes de déplacement et les espaces publics, de nouvelles voiries de desserte vont être créées pour desservir l'ensemble des sites. Certaines voiries existantes seront requalifiées et recalibrées. L'étude des

tracés et le calibrage de la trame viaire pour l'ensemble des OAP est à mener à grande échelle jusqu'aux centres-villes de Tarbes et Lourdes distants de moins de 10 km.

Concernant les cônes de vues et la constructibilité, les vues proches et lointaines vers le piémont et les sommets constituent un capital paysager majeur, une base sur laquelle fonder les projets. Il convient donc de mener une étude qui dépasse les limites des OAP, et probablement plusieurs simulations de gabarits pour définir les cônes de vues exempts de construction et déterminer précisément les implantations des futurs bâtiments.

III-7. sur la prise en compte des diagnostics archéologiques :

L'État a pour mission de recenser toutes les découvertes archéologiques faites en France, de les localiser et d'en dresser l'inventaire. On appelle « carte archéologique nationale » cet inventaire du patrimoine culturel archéologique français sous forme d'« entités archéologiques » (EA).

Cet inventaire archéologique est établi par l'État avec le concours des collectivités locales et des organismes de recherche, d'après les publications archéologiques (bibliographie), les rapports d'opérations archéologiques (depuis la promulgation de la loi de 1941) et le signalement de découvertes fortuites (déclaration au préfet de région).

La communication des données de la carte archéologique nationale (Patriarche) est réglementée par les articles R. 522-3 à R. 522-6. du code du patrimoine.

L'article R. 522-3. indique que la carte archéologique nationale comporte :

- 1° Des éléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique pouvant être utilisés par les autorités compétentes pour délivrer les autorisations de travaux et permettant l'information du public ;
- 2° L'état complet de l'inventaire informatisé des connaissances et de la localisation du patrimoine archéologique.

L'article R. 522-4. du code du patrimoine indique que « les éléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique sont communiqués par le préfet de région ou, pour le domaine public maritime, par le service chargé des recherches sous-marines, sur leur demande, aux autorités administratives chargées de l'élaboration des documents d'urbanisme ou de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique. Ils peuvent également être consultés à la direction régionale des affaires culturelles territorialement compétente ou, pour le domaine public maritime, auprès du service précité, par toute personne qui en fait la demande ».

La ZAC aéroportuaire Pyrénia, a fait l'objet de diagnostics archéologiques.

L'ensemble de la ZAC, dont le dossier a été reçu au Service Régional d'Archéologie (SRA) le 22 décembre 2014, a fait l'objet d'un arrêté de prescription de diagnostic archéologique n° 2015/032 du 17 février 2015, modifié par arrêté n° 2015/226 du 20 mai 2015. L'opération se déroule par phases pour le déroulement desquelles l'aménageur est tenu de saisir le SRA selon un calendrier donné.

Cette ZAC se caractérise dans sa réalisation par un phasage pris en compte dans les diagnostics archéologiques à réaliser cf cartographie jointe en annexe n°4.

Concernant la phase 1.1 (OAP n°65), le diagnostic a été achevé en 2016 et les terrains sont libérés de la contrainte archéologique.

Concernant les phases 1.2 (OAP n°65) et 2.2 (OAP n°19), le diagnostic a été prescrit par arrêté n° 76-2020-0313 du 26 mai 2020. La réalisation du diagnostic est prévue avant fin 2020.

Concernant la phase 1.3 (OAP n°65), le diagnostic a été réalisé entre février et juillet 2020 (phase terrain). Le rapport est en cours de rédaction. Le diagnostic serait positif sur une partie de l'emprise, ce qui donnera vraisemblablement lieu à une prescription de fouille archéologique.

Il n'y a aucune saisine à ce stade pour la phase 2.1 (OAP n°65).

Ce qu'il convient de faire

Les conclusions des diagnostics devront être prises en compte dans les aménagements prévus dans les OAP activités économiques en particulier :

- sur l'OAP économique n°65 Pyrène Aéroport P3 (phase 1.3) dont le diagnostic a été réalisé et des contraintes archéologiques sont à prendre en compte,
- et sur les OAP n°19 Pyrène Aéroport P3 (phase 2.2) et n°65 Pyrène Aéroport P3 (phase 1.2) sur lesquelles des diagnostics archéologiques sont prévus fin 2020.

IV. Les observations :

Elles listent les erreurs identifiées et facilement rectifiables par le rédacteur dans l'ensemble des pièces du PLUi :

- La pièce 1.1 Rapport de présentation : diagnostic incluant l'état initial de l'environnement (IV-1),
- La pièce 1.2 Rapport de présentation : Justification du projet incluant l'évaluation environnementale (IV-2),
- La pièce 2 le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) (IV-3),
- La pièce 4.1 le règlement écrit (IV-4),
- La pièce 5 les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) (IV-5),

Enfin, des observations sont effectuées sur la nécessité :

- de prendre en compte la transition énergétique dans les différentes pièces du PLUi à savoir le règlement écrit et graphique et les OAP (IV-6),
- de prendre en compte les avis des gestionnaires de SUP (IV-7),
- de respecter le standard CNIG lors du téléversement du document approuvé (IV-8).

IV-1. La pièce 1.1 Rapport de présentation : diagnostic incluant l'état initial de l'environnement :

Le rapport de présentation débute par le diagnostic et ne comporte pas de présentation générale du territoire de l'ex-communauté de communes du canton d'Ossun : nombre de communes, localisation géographique dans le département et particularité liée à la présence d'enclaves, présentation du contexte de la gouvernance territoriale avec la création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées qui l'englobe désormais, l'articulation avec les autres communautés de communes, l'actualité en matière de SCoT.

En page 8, il conviendrait d'actualiser les chiffres en particulier sur l'état des lieux de la population sur le canton d'Ossun (13 127 habitants données INSEE 2016).

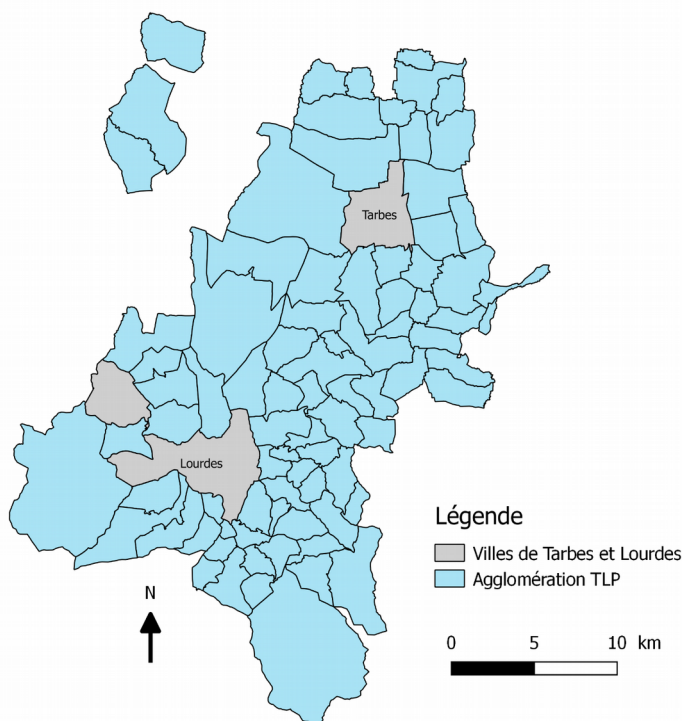
En page 62, on retrouve pour la sous-trame des milieux humides le même paragraphe de ce que dit le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de la région Midi-Pyrénées que pour la sous-trame des milieux cultivés page 59, il conviendrait de mettre le paragraphe du SRCE consacré aux milieux humides.

Compte tenu de l'importance de la trame bleue sur ce territoire par le nombre de zones humides et des étendues lacustres (lacs de Gabas et du Louet), il conviendrait de mieux identifier leurs aires de fonctionnalités.

En page 72 à 74, il conviendrait de réactualiser les chiffres de la démographie avec les données INSEE de 2016 au lieu de 2013. De même en pages 97 et 101, il conviendrait de réactualiser le nombre de logement avec les dernières données INSEE 2016, soit 6 081 logements au lieu de 5 821.

En pages 87, 97, 104, 106, 123, 133 et suivantes, il conviendrait de remplacer la communauté de communes du canton d'Ossun par l'ex-communauté de communes ou le territoire du canton d'Ossun.

En page 111, il conviendrait de mettre à jour les informations sur l'OPAH opération programmée pour l'amélioration de l'habitat 2019-2024 sur le périmètre de la CA TLP (à l'exception de Tarbes et Lourdes). Le périmètre de la nouvelle OPAH ainsi que l'étude pré-opérationnelle portent sur 84 communes ; Tarbes et Lourdes possédant leurs propres OPAH-RU. Ces 84 communes, majoritairement périurbaines et rurales, comptabilisent environ 68 000 habitants sur les 126 000 de l'agglomération (Tarbes et Lourdes accueillant respectivement 43 000 et 15 000 habitants) cf carte ci-dessous sur le périmètre de l'OPAH de la CA TL dont fait partie le territoire du canton d'Ossun.



En page 112, il conviendrait de réactualiser les chiffres de la vacance avec les données INSEE de 2016, soit 435 au lieu de 351 logements vacants.

En pages 133 et 135, il serait nécessaire de réactualiser le nombre d'emplois sur le territoire soit 4 678 emplois en 2016 au lieu de 3 518 en 2011.

En page 159 du diagnostic, il est indiqué que la STEP d'Azereix nécessite d'importants travaux et que 7 communes ne sont pas encore raccordées à l'assainissement collectif. Il s'agit des communes d'Averan, Barry, Layrisse, Loucrup, Luquet, Séron et Visker. Cette compétence assainissement est reprise à compter du 1^{er} janvier par la communauté d'agglomération sauf pour la commune de Lamarque-Pontacq dont le gestionnaire demeure le SEA Béarn-Bigorre, car cette commune dépend de la STEP de Pontacq. Il convient de rectifier également les capacités des STEP de Louey 4 200 EH au lieu de 300 EH et d'Oricles 300EH au lieu de 4 200 EH.

En page 166, il est décrit le site BASOL situé sur la commune de Louey correspondant au site EADS SOCATA. Il est fait état de résultat d'analyse satisfaisant de 2002. Qu'en est-il à ce jour ?

IV-2. La pièce 1.2 Rapport de présentation : Justification du projet incluant l'évaluation environnementale

Dans la partie A relative aux choix retenus pour établir le PADD en page 34 et 35, le besoin en logement est déterminé à partir des phénomènes de « consommation » des logements (renouvellement du parc de logements, desserrement des ménages, résidences secondaires, logements vacants et rétrospective du « point mort » entre 2007 et 2012), il ressort cette première analyse un besoin de 294 logements pour le maintien de la population. À ce dernier besoin s'ajoute celui de 449 logements à produire pour accueillir les 1000 habitants supplémentaires sur 10 ans (projection d'une croissance démographique de +0,74 % par an au lieu actuellement de +0,88 % par an).

Dans la partie B relative à la modération de la consommation de l'espace et la lutte contre l'étalement urbain, il conviendrait de corriger le paragraphe 2.7 sur le bilan du potentiel foncier dédié à l'habitat en page 66 qui correspond à celui du paragraphe 2.6 sur le potentiel de changements de destination en page 65.

Dans la partie D relative aux choix retenus pour établir le règlement, il conviendrait de corriger en page 110 « la zone à urbaniser AU est divisée en 3 zones (AUH à vocation résidentielle, UX à vocation économique UE à vocation équipements publics et d'intérêt collectif) » par la zone AU est divisée en 4 zones (AU1 à vocation résidentielle, AUH pour l'accueil du projet hôpital, AUX à vocation économique et AUe destinée aux équipements publics et d'intérêt collectif).

La partie E relative à l'analyse de l'impact du projet sur l'environnement indique en page 151 que l'absence concertée de gestion des trames boisées amène l'émergence de risques incendie. Il est rappelé que l'article L. 134-15 du code forestier indique que : « Lorsque des terrains sont concernés par une obligation de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé à caractère permanent, résultant des dispositions des articles L. 134-5 et L. 134-6, cette obligation est annexée aux plans locaux d'urbanisme ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu. »

L'OLD (obligation légale de débroussaillage) s'applique dans trois communes du PLUi du canton d'Ossun en application de l'arrêté préfectoral n° 2008-317-14 du 12 novembre 2008 portant règlement du débroussaillage. Il s'agit des communes d'Azereix, Ossun et Lamarque-Pontacq.

L'enjeu des OLD porte essentiellement sur l'habitat isolé tel que les granges foraines. Avec le changement climatique, l'augmentation de la biomasse forestière, le risque « feu de forêt » augmente. Cette problématique n'est que trop peu traitée encore dans les documents d'urbanisme. Il convient de le prendre en compte dans ce document en s'assurant que les extensions prévues ne contribuent pas à aggraver le risque.

En page 157 sur l'altération des réservoirs de biodiversité, il est évoqué une protection de ces réservoirs par un zonage naturel où l'artificialisation des sols y est pratiquement impossible **en dehors des équipements publics liés à la desserte en énergie** ou en eau soumise à compensation. Compte tenu du potentiel existant sur les zones artificialisées pour des installations photovoltaïques, cette dernière altération est plutôt à éviter que compenser.

En page 167, il est évoqué une étude d'impact de la ZAC Pyrénia comme mesures prises de réduction et de compensation dans le projet de PLUi. Il convient de faire une synthèse de l'étude d'impact et de la joindre aux pièces du projet de PLUi afin de pouvoir apprécier les mesures proposées.

En page 178 et 179, il est proposé dans les incidences environnementales négatives, beaucoup de compensations sur les milieux naturels sans avoir démontré dans les pages précédentes les éventuelles possibilités d'évitement ou de réduction sur ces milieux.

IV-3. La pièce 2 le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) :

Le projet de PLUi a bien pris en compte la transition écologique dans le PADD, mais cela reste peu ambitieux. Plus précisément, le PADD identifie des objectifs écrits en lien avec énergie, climat et mobilité :

- Axe 2, objectif 2,4 (page 18 et 19) : concerne la production énergétique
 - Objectif 2.4 : « Penser de manière commune la gestion des énergies et des ressources »
- Axe 4, objectif 4,3 (page 29) : consommation énergétique
 - Objectif 4.3 : « Encadrer les installations humaines »

- Axe 2, objectif 2,5 (page 20) : mobilité
 - Objectif 2.5 : « Faciliter les connexions vers l'extérieur »

Ces objectifs sont repris en partie dans les schémas de synthèse du PADD.

Pour l'objectif 2.5, « faciliter des connexions vers l'extérieur », il s'agit de repérage ou création de pistes cyclables entre les bourgs de plaine et les zones d'activité, mais ces connexions restent intra-territoire sans chercher des connexions « douces » vers les territoires voisins des agglomérations tarbaise ou lourdaise.

Dans le cadre de l'objectif 2.4, il n'y a pas de spatialisation des objectifs de production énergétique (alors qu'il aurait pu y en avoir sur les vastes zones industrielles et/ou aéroportuaires), ni en termes de consommation énergétique (plus difficilement inscriptible schématiquement).

Une des énergies renouvelables identifiée comme étant à développer est la méthanisation. Il est indiqué d'« accorder la valorisation du potentiel de méthanisation avec le gabarit des infrastructures routières ». Des précisions sont attendues pour définir en quoi le gabarit des infrastructures routières est important (pour l'approvisionnement de la centrale, la distribution de la production ?).

IV-4. La pièce 4.1 le règlement écrit :

Dans la partie I (« dispositions générales qui concernent l'ensemble du territoire »), paragraphe IV, le point 6 page 35, sur « Les performances énergétiques et environnementales », encourage l'utilisation des dispositifs, matériaux ou procédés ENR, la végétalisation des toitures, à condition de les concilier avec leur impact paysager et architecturaux.

Par contre, la partie II, qui concerne les « dispositions applicables à la zone urbaine », ne semble pas permettre en article 3, dans les typologies d'espaces correspondant à l'habitat, la pose de panneaux photovoltaïques en toitures. Par exemple :

Pour les typologies d'espace : centre ancien, périphérique, urbains diffus, bâtis isolés, « Les couvertures des toitures doivent présenter un aspect de format, d'épaisseur et de teinte de type ardoise. ». Dans cette zone, « Les toitures-terrasse sont interdites, sauf pour l'extension de bâtiments existants présentant ces caractéristiques ».

Pour la typologie : urbains mixtes, bâtis isolés : « Les couvertures des toitures devront présenter un aspect : soit de format, d'épaisseur et de teinte de type ardoise, soit de type tuiles rouge ou rouge vieilli uniforme ». Donc, est-ce que les panneaux photovoltaïques en toiture sont permis ? .

Au final, pour la zone U, les panneaux photovoltaïques en toiture ne sont autorisés que dans les typologies d'espaces « équipements publics, d'activité économique (y compris aéroportuaire) ».

La partie III, qui concerne les « dispositions applicables à la zone à urbaniser » (zone AU), même remarque que pour la zone U ci-dessus avec une différence de traitement entre espaces voués à l'habitat et espaces voués aux activités.

Dans les parties IV et V, qui concernent respectivement les « dispositions applicables aux zones agricoles » (zone A) et les « dispositions applicables aux zones naturelles » (zone N), il est fait mention des installations et constructions liées à la production d'énergie renouvelable, autorisées sous conditions dont celles-ci :

– la compatibilité avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées.

– elles doivent également être intégrées aux constructions autorisées au sein des zones A et N. Cela veut-il dire que, par exemple, des centrales photovoltaïques au sol ne seraient pas autorisées ? Cela est à préciser de manière claire.

En page 87, l'article 3 sur la qualité architecturale et paysagère en zone agricole pourrait être complété en faisant référence à la plaquette sur l'insertion paysagère des bâtiments agricoles, co-construite entre le CAUE et la DDT des Hautes-Pyrénées. Cette plaquette est disponible via le lien suivant : <https://www.les-caue-occitanie.fr/publication/reussir-linsertion-paysagere-dun-batiment-agricole>

En page 106, il est mentionné le même règlement que la zone agricole en zone naturelle concernant les destinations autorisées pour les bâtiments identifiés et pastillés pour un changement de destination. Il s'agit de la restauration, l'artisanat et le commerce de détail. Or il n'y a aucun bâtiment identifié en zone naturelle pour bénéficier d'un changement de destination. Il convient par conséquent de retirer ces possibilités de destination dans le règlement de la zone naturelle.

IV-5 La pièce 5 les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :

Les OAP sont uniquement sectorielles selon le choix retenu dans le projet de PLUi. Elles concernent essentiellement les aménagements urbains pour secteurs à vocation résidentielle ou à vocation d'activité économique et d'équipements publics. Or, les OAP peuvent être aussi thématiques, et auraient été adaptées à l'objectif du PADD concernant la mobilité et le paysage.

Ces OAP « résidentielles » doivent être plus explicites, plus volontaristes, en termes d'énergie et climat, notamment en matière de formes urbaines et aspect des constructions : bioclimatisme, orientation des façades principales, utilisation de matériaux locaux, voirie biosourcés.

Dans les aménagements urbains (habitat, activité, équipements publics), il convient de privilégier les réflexions prenant en compte l'existant que ce soit le bâti ou la végétation, notamment la conservation de la végétation existante (arbres, bosquets, haies) qui ont la double qualité d'apporter de la fraîcheur dans les périodes les plus chaudes et de séquestrer le carbone.

Le PLUi peut utilement faire référence aux outils suivants pour les futurs aménagements ou constructions :

- la mise en œuvre de la séquence Éviter-Réduire-Compenser qui doit être le préalable à tout projet d'aménagement de grande ampleur,
- le guide du photovoltaïque sur les bâtiments co-produit par la DDT/CAUE.

En outre, concernant l'OAP n°58 secteur zone artisanale du Gabas, il convient en l'absence de dossier de dérogation à la loi Barnier de rappeler l'obligation de recul de 75 mètres des constructions à compter de l'axe central de la RD 817 qui est une route classée à grande circulation ou de justifier le recul retenu par une étude comme cela a été effectué pour l'OAP n°78 secteur des Alliats .

IV-6. sur la transition énergétique

Le projet de PLUi arrêté par délibération du conseil communautaire le 27 février 2020 soit le même jour que l'adoption du Plan Climat Air et Énergie Territorial (PCAET) de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a l'obligation de le prendre en compte conformément en application de l'article L. 131-5 du code de l'urbanisme.

Le PCAET engagé par la CA TLP est bien mentionné dans le diagnostic en page 174. En effet, le rapport de présentation indique prendre en compte certaines actions du PCAET cf annexe n°5 :

- « – Développer les énergies renouvelables locales (mesures prises dans le règlement écrit)
- Structurer la filière bois, pour développer le bois-énergie (cohérence dans le règlement graphique et écrit)
- Recentrer le développement vers les centres-bourgs pour limiter les flux motorisés (choix des secteurs de développement)
- Développer les modes alternatifs à la voiture individuelle (règlement écrit et OAP) »

En outre, à la lecture des PADD, règlement et OAP, il transparaît que la plupart des thématiques traitées dans le PCAET, qui peuvent être développées dans un PLUi, ne sont traitées que partiellement : rénovation bioclimatique permise mais non encouragée, développement économique moins carboné non traité (ex : station hydrogène dans le cadre du projet Hyport), sites pour la production d'EnR non identifiés, le développement de la filière bois-énergie à l'état de réflexion, pas d'encouragement particulier pour le développement de la filière solaire thermique.

Ce qu'il convient de faire

Il conviendrait de décliner et mentionner à travers les différentes pièces du PLUi (règlements écrit et graphique et OAP) les actions du PCAET pour permettre une lecture plus aisée.

Concernant la prise en compte de la loi Énergie Climat du 8 novembre 2019, un des 5 objectifs de cette loi, directement applicable dans le PLUi avec l'introduction d'un article L. 111-18-1 dans le code de l'urbanisme cf annexe n°6, est l'accélération du développement des énergies renouvelables en levant les freins au développement des projets solaires :

- Par l'obligation d'installation de panneaux solaires (ou de végétalisation) sur 30 % de la surface de toiture des nouveaux bâtiments d'activité, commerces et entrepôts supérieurs à 1 000 m² d'emprise au sol ou des ombrières recouvrant les aires de stationnement (cf article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme en annexe n°6) : les zones AU (voire U) qui ont vocation à accueillir de grands bâtiments d'activité (notamment autour de la zone aéroportuaire) doivent reprendre dans le règlement écrit cette obligation.

- Par la possibilité dérogatoire d'implanter des installations de production d'énergie renouvelable dans les zones de prévention des risques technologiques .
- Par la possibilité dérogatoire de réaliser des projets de production d'énergie solaire sur les délaissés routiers et autoroutiers (article L. 111-7 du code l'urbanisme) : cela pourrait peut-être concerner des espaces en bordure de la RN 21, ou bien de l'A64 (ex : sur la commune de Luquet) .
- Le permis de construire ne peut s'opposer à des projets sur ombrières situées sur des aires de stationnement.

Ce qu'il convient de faire

Il conviendrait de décliner et mentionner à travers les différentes pièces du PLUi (règlements écrit et graphique et OAP) les objectifs de la loi Énergie Climat du 8 novembre 2019.

IV-7. sur la prise en compte des avis des gestionnaires de SUP

S'agissant des SUP (Servitudes d'Utilité Publique), sont annexés au présent document l'avis de l'aviation civile (annexe n°7) et de RTE (annexe n°8).

IV-8. sur le respect du standard CNIG lors du téléversement du document approuvé

L'analyse des données SIG (Système d'Informations Géographiques), montre un format bien éloigné du standard CNIG (Conseil National de l'Information Géographique), ce qui est regrettable compte tenu de l'état d'avancement de la procédure. En effet, de nombreuses opérations seront nécessaires pour que le document soit compatible avec le standard CNIG, introduisant un risque d'erreurs techniques, mais aussi topologiques qui peuvent avoir des incidences importantes sur le zonage graphique en particulier.

Vous trouverez ci joint en annexe n°9 une analyse géographique détaillée des corrections à apporter.

IV. Les annexes :

- Annexe 1 Liste des parcelles soumises au principe d'urbanisation limitée conformément en application de l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme et à la demande de dérogation en application de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme pouvant faire l'objet d'un classement en urbanisation différée ;
- Annexe 2 Les ZAC Pyrénia et Pyrène Aéropôle:
- Annexe 3 Boisement classé en zone naturelle sur la commune de Juillan en continuité d'un boisement classé en EBC ;
- Annexe 4 Les phases de la ZAC Pyrénia et prise en compte des diagnostics archéologiques ;
- Annexe 5 Le plan d'actions du PCAET ;
- Annexe 6 Article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme ;
- Annexe 7 Avis de la DGAC sur les SUP (T5), (T4), (T7), (PT1) et (PT2) ;
- Annexe 8 Avis de RTE sur la SUP (I4) ;
- Annexe 9 Analyse géographique du PLUi arrêté du territoire du canton d'Ossun.

Annexe 1 – Liste des parcelles soumises au principe d’urbanisation limitée conformément en application de l’article L. 142-4 du code de l’urbanisme et à la demande de dérogation en application de l’article L. 142-5 du code de l’urbanisme pouvant faire l’objet d’un classement en urbanisation différée :

Libellé commune	Secteur	parcelles PUL	Surface (m²)
Averan	averan	000-0A-0011, 000-0A-0113, 000-0B-0089, 000-0C-0109	10045
Azereix	azereix1	000-0D-0240	3514
Azereix	azereix2	000-ZA-0037, 000-ZA-0038, 000-ZB-0034, 000-ZB-0035, 000-ZB-0036	9304
Barry	barry	000-0A-0021, 000-0A-0053, 000-0A-0054, 000-0A-0055, 000-0B-0021, 000-0B-0311, 000-0B-0313, 000-0B-0323, 000-0B-0324, 000-0B-0325, 000-0B-0326, 000-0B-0327, 000-0B-0328, 000-0B-0350	21357
Bénac	benac1	000-ZA-0105	2739
Bénac	benac2	000-0B-0599, 000-0B-0691	233320
Hibarette	hibarette	000-0A-0275, 000-0A-0277, 000-0A-0300, 000-0A-0301, 000-0A-0626, 000-0A-0627, 000-0A-0649	12788
Juillan	juillan1	000-0B-0168, 000-0B-0169	10528
Juillan	juillan2	000-AS-0005, 000-AS-0080, 000-AS-0082, 000-AS-0084, 000-0E-0203, 000-0E-0926, 000-AR-0120, 000-AW-0030, 000-AW-0149, 000-AW-0152	23715
Juillan	juillan3	000-AR-0029, 000-AR-0036, 000-AR-0037, 000-AR-0038, 000-AR-0039, 000-AR-0040, 000-AR-0041, 000-AR-0042, 000-AR-0043, 000-AR-0044, 000-AR-0146	11290
Lamarque-Pontacq	lamarque-pontacq	000-0A-0155, 000-0A-0156, 000-0A-0408	26610
Lanne	lanne1	000-ZB-0063, 000-ZB-0064, 000-ZB-0065, 000-ZB-0066, 000-ZB-0067, 000-ZB-0068, 000-ZB-0069, 000-ZB-0070, 000-ZB-0071, 000-ZB-0154, 000-ZD-0011, 000-ZD-0012, 000-ZD-0013, 000-ZD-0014, 000-ZD-0015, 000-ZD-0016, 000-ZD-0017, 000-ZD-0018, 000-ZD-0019, 000-ZD-0020, 000-ZD-0021, 000-ZD-0009	130844
Lanne	lanne2	000-AA-0030, 000-AA-0031, 000-AA-0032, 000-AA-0033, 000-AA-0034, 000-AA-0035, 000-AA-0036, 000-AC-0120, 000-AC-0121, 000-ZC-0063	7441
Lanne	lanne3	000-ZB-0093	32401
Layrisse	layrisse	000-0A-0051, 000-0A-0052, 000-0A-0094	4009
Louey	louey	000-0B-0531	1990
Orincles	orincles1	000-0A-0254, 000-0C-0171, 000-0C-1020, 000-0D-0060, 000-0D-0063, 000-0D-0066, 000-0D-0265, 000-0D-0268, 000-0D-0269, 000-0D-0292, 000-0D-0296, 000-0D-0309, 000-0D-0310	28389
Orincles	orincles2	000-0C-0660, 000-0C-0655, 000-0C-0654	8143
Ossun	ossun	000-0A-0062	3587
Visker	visker	000-0A-0415, 000-0A-0445, 000-0A-0446, 000-0A-0452, 000-0A-0475, 000-0A-0485, 000-0A-0486	1805

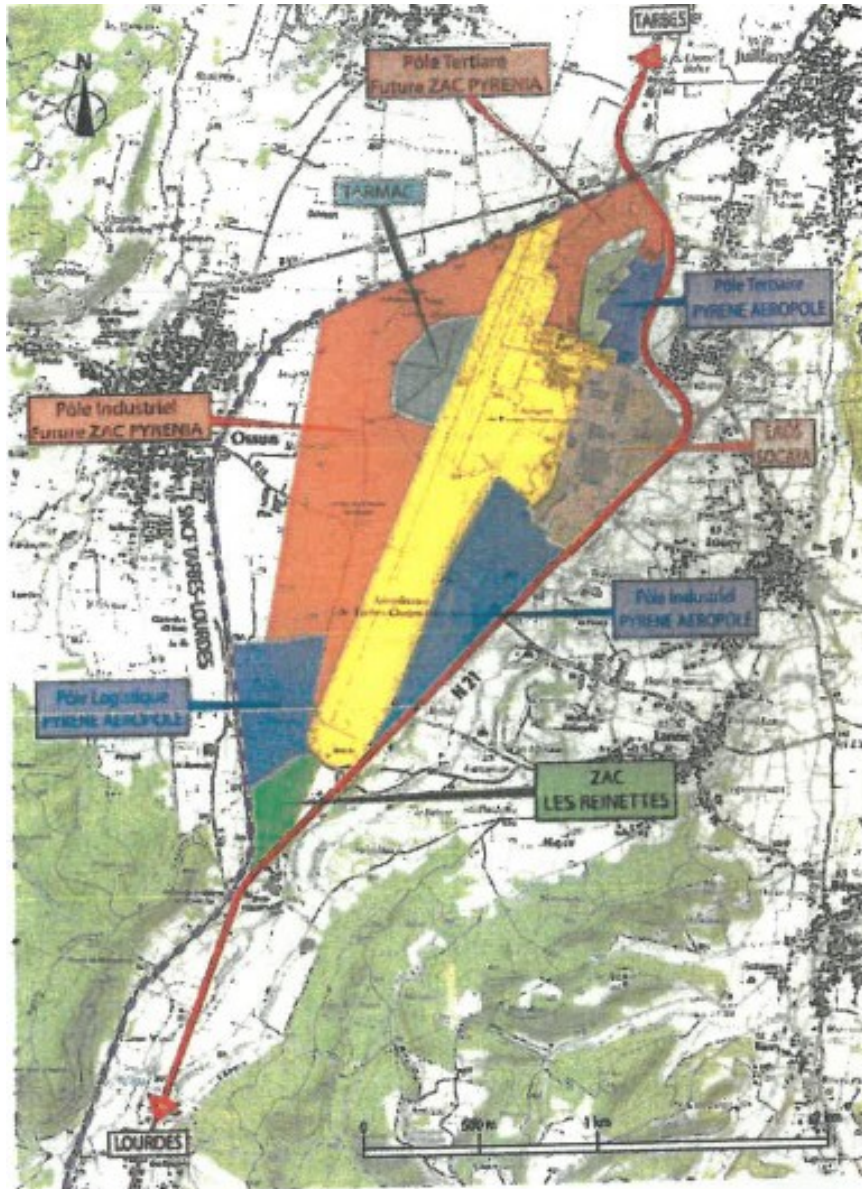
Un arrêté préfectoral statuant sur la demande de dérogation au principe d’urbanisation limitée sur 132 parcelles listées ci-dessus, sera pris d’ici le 24 octobre 2020 date butoir.

Cette décision préfectorale est prise après avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers.

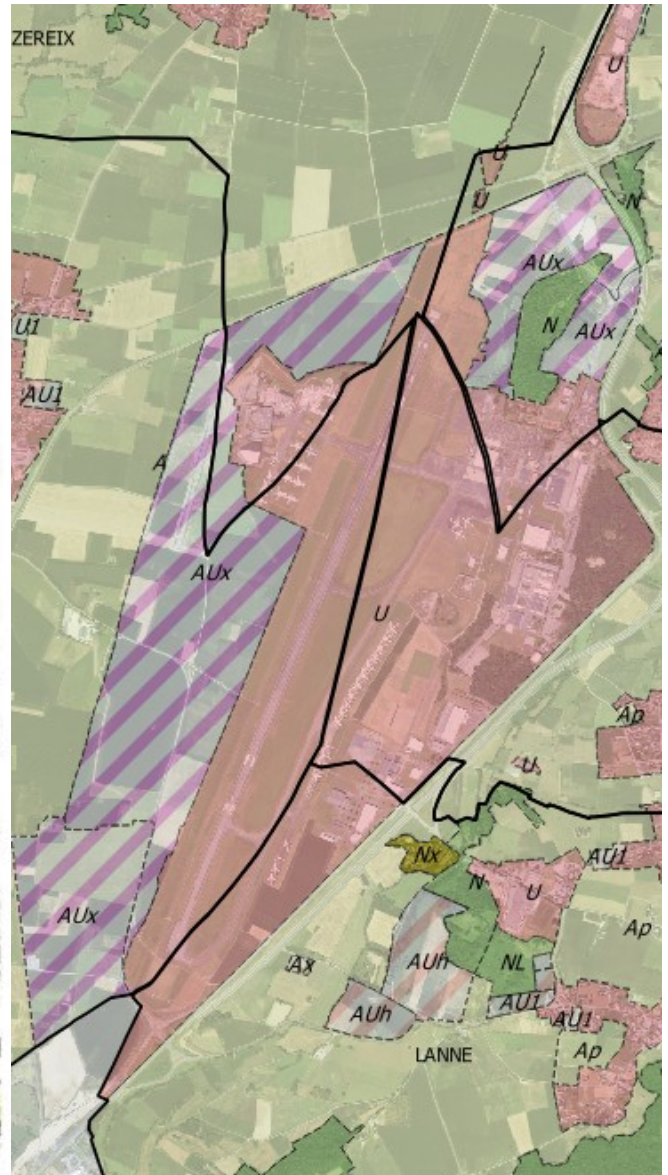
Cette dernière s’est réunie le 1^{er} septembre 2020, il a été donné un avis favorable sur 88 parcelles représentant une consommation foncière de 49,74 ha et un avis défavorable sur 44 parcelles représentant une consommation foncière de 8,63 ha.

Annexe 2 – Les ZAC Pyrénia et Pyrène Aéroport:

Répartition des différentes ZAC sur 540 ha



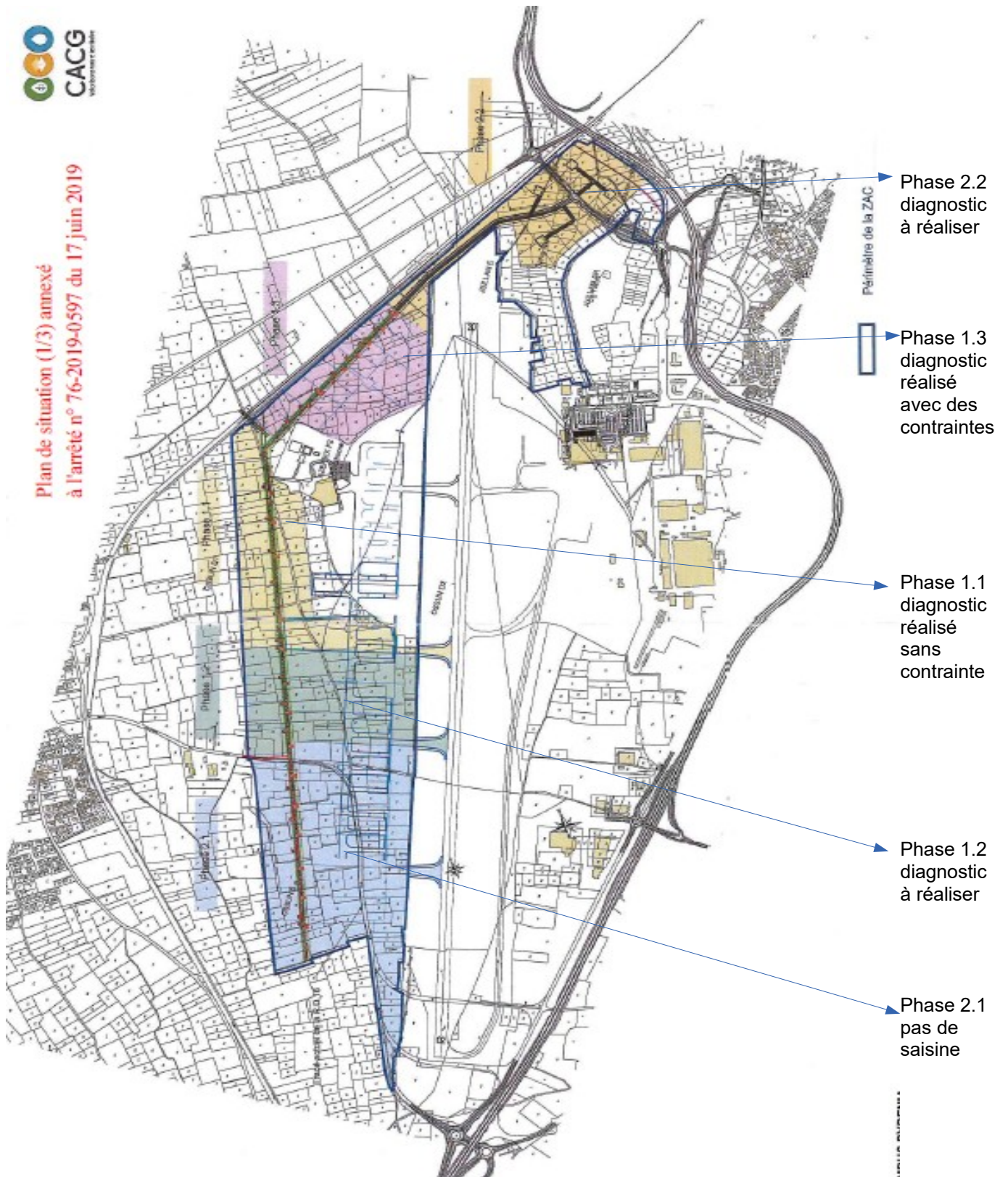
Projet de zonage dans le PLUi



Annexe 3 – Boisement classé en zone naturelle sur la commune de Juillan en continuité d'un boisement classé en EBC.



Annexe 4 – Les phases de la ZAC Pyrénia et prise en compte des diagnostics archéologiques.



Annexe 5 – Le plan d’actions du PCAET

Orientation 1 : Coordonner la politique de la transition énergétique
Axe 1 Animer et piloter le PCAET
Axe 2 Exemplarité de la CA TLP et de ses communes
Axe 3 Coopérer et partager avec le territoire
Orientation 2 : Réduire les consommations d'énergies dans les bâtiments
Axe 1 Pilotage et coordination de la politique de l'habitat
Axe 2 Contribuer à la rénovation des logements
Axe 3 Promouvoir la sobriété dans les usages de l'énergie
Orientation 3 : Permettre à tous de se déplacer en polluant moins
Axe 1 Pilotage et coordination de la politique de la mobilité
Axe 2 Mieux utiliser la voiture
Axe 3 Contribuer à décarboner la mobilité et à améliorer les qualités d'air
Orientations 4 : Développer durablement nos territoires
Axe 1 Intégrer les enjeux Air Energie Climat dans les documents de planifications
Axe 2 Modeler un territoire accessible
Axe 3 Adapter le territoire au changement climatique
Axe 4 Développer le stockage de carbone
Axe 5 Réduire la production de déchets sur le territoire
Axe 6 Accompagner un développement économique moins carboné
Orientation 5 : Un modèle agricole et alimentaire plus soutenable
Axe 1 Adapter notre modèle alimentaire pour qu'il soit respectueux de l'environnement et de notre santé
Axe 2 Promouvoir une consommation responsable
Axe 3 Augmenter le stock de carbone dans le monde agricole
Orientation 6 : Multiplier par 4 la production d'énergies renouvelables
Axe 1 Planification et développement des énergies renouvelables
Axe 2 Multiplier par 10 la production d'électricité photovoltaïque d'ici à 2030
Axe 3 Bois Energie
Axe 4 Produire 84GWh d'énergie renouvelable avec les pompes à chaleur
Axe 5 Développer le solaire thermique

Annexe 6 – Article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme introduit par la loi Énergie Climat du 8 novembre 2019 :

- Créé par [LOI n°2019-1147 du 8 novembre 2019 - art. 47](#)

Dans le respect des objectifs généraux de performance énergétique et environnementale des bâtiments énoncés à l'article L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation, les constructions et installations mentionnées au II du présent article ne peuvent être autorisées que si elles intègrent soit un procédé de production d'énergies renouvelables, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.

II.-Les obligations prévues au présent article s'appliquent, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol, aux nouvelles constructions soumises à une autorisation d'exploitation commerciale au titre des 1°, 2°, 4°, 5° et 7° de l'article L. 752-1 du code de commerce, aux nouvelles constructions de locaux à usage industriel ou artisanal, d'entrepôts, de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale ainsi qu'aux nouveaux parcs de stationnement couverts accessibles au public.

III.-Les obligations résultant du présent article sont réalisées en toiture du bâtiment ou sur les ombrières surplombant les aires de stationnement sur une surface au moins égale à 30 % de la toiture du bâtiment et des ombrières créées.

IV.-L'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme peut, par décision motivée, écarter tout ou partie de l'obligation lorsque l'ensemble des procédés, systèmes et dispositifs mentionnés sont de nature à aggraver un risque, ou lorsque leur installation présente une difficulté technique insurmontable ou qui ne peut être levée dans des conditions économiquement acceptables, ou que leur installation est prévue dans un secteur mentionné à l'article L. 111-17 du présent code.

Un arrêté du ministre chargé des installations classées définit également les cas dans lesquels tout ou partie de l'obligation prévue au I du présent article est écartée ou soumise à des conditions de mise en œuvre spécifiques pour les installations soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration en application du livre V du code de l'environnement dès lors que les obligations sont incompatibles avec les caractéristiques de l'installation.

NOTA : Conformément au II de l'article 47 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019, les présentes dispositions s'appliquent aux demandes d'autorisation déposées à compter de la publication de ladite loi.

Annexe 7 – Sur la prise en compte des avis des gestionnaires de SUP (DGAC)

SUP (T5), (T4), (T7), (PT1) et (PT2)

Annexe 8 – Sur la prise en compte des avis des gestionnaires de SUP (RTE)

SUP (I4)

Annexe 9 - Analyse géographique du PLUi arrêté du territoire du canton d'Ossun

Annexe 7 – Sur la prise en compte des avis des gestionnaires de SUP (DGAC)

SUP (T5), (T4), (T7), (PT1) et (PT2)

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale de l'Aviation civile

Mérignac, le 25 juin 2020

Service national d'Ingénierie aéroportuaire
« Construire ensemble, durablement »

Le chef du SNIA Sud-Ouest

SNIA Sud-Ouest
Unité domaine et servitudes

à

D.D.T. des Hautes-Pyrénées
Service Aménagement Territorial Est Maritime

par mail :

Nos réf. : N° 555

Vos réf. : votre courriel du 16 mars 2020

Affaire suivie par : Marie-Christine Texier

snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr

Tél. : 05 57 92 81 61

ludivine.carrere@hautes-pyrenees.gouv.fr

ddt-sufi-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr

Objet : Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

T:\UDS\Servitudes\4 Midi-Pyrénées\Opt 65 - Hautes-Pyrénées\Urban\2020\PA\PLU\arrêté_canton d'Ossun.odt

Par courriel cité en référence, vous nous informez que, par délibération du 7 janvier 2020 la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées a arrêté le PLU sur le territoire de l'ex-communauté de communes du canton d'Ossun.

En application des dispositions de l'article L.153-16 du Code de l'urbanisme, vous nous transmettez pour avis ce document.

Le territoire de l'ex-communauté de communes du canton d'Ossun est concerné par :

- ◆ les servitudes aéronautiques de dégagement (T5) de l'aérodrome de Tarbes-Lourdes-Pyrénées approuvé par arrêté ministériel du 18/09/1972
- ◆ les servitudes aéronautiques de dégagement (T5) de l'aérodrome de Tarbes-Laloubère approuvé par arrêté ministériel du 01/09/1981

Les plans de servitude aéronautique (PSA) de dégagement sont consultables sur le site "Géoportail" à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-de-servitudes-aeronautiques-psa>

- ◆ la servitude de balisage (T4)

Les surfaces de balisage sont des surfaces parallèles et se situant 10 mètres (20 mètres pour les obstacles filiformes) en-dessous des-surfaces de dégagement aéronautiques (servitude T5).

L'assiette de la servitude étant identique à celle de la servitude T5, elle ne se représente pas sur le plan des servitudes d'utilité publique.

- ◆ les servitudes radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques (PT1) de l'aérodrome de Tarbes-Lourdes-Pyrénées approuvé par décret du 09/10/1991
- ◆ les servitudes radioélectriques contre les obstacles (PT2) de l'aérodrome de Tarbes-Lourdes-Pyrénées approuvé par décret du 25/09/1991

.../...

- ◆ **les servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (T7) :**

En application des dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990, à l'extérieur des zones grevées par la servitude aéronautique de dégagement (T5), est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, l'établissement des installations dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau :

- a) est supérieure à 50 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) est supérieure à 100 mètres dans les agglomérations.

Sont considérées comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

- **Le service gestionnaire** de ces servitudes est :

DGAC / SNIA Sud-Ouest – Aéroport Bloc technique – TSA 85002 – 33688 Mérignac cedex
snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr

- ◆ **le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Tarbes-Lourdes-Pyrénées** approuvé par arrêté préfectoral du 16/06/2015

L'étude du dossier de PLU arrêté appelle de ma part la remarque suivante :

- ◆ La liste et le plan des servitudes d'utilité publique ne mentionnent pas les servitudes T7
- ◆ Bien qu'il n'existe pas de plan matérialisant la servitude T7, celle-ci s'appliquant sur tout le territoire hors T5, elle pourrait être apparaître dans la légende du plan des Servitudes d'Utilité Publique comme suit :

T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières	S'applique pour l'ensemble du territoire situé hors de la servitude T5
----	---	--

En conséquence, il est nécessaire de procéder à une mise à jour du projet de révision du P.L.U arrêté.

Le Chef du SNIA Sud-Ouest


Christian Bérastégui-Vidalle

Annexe 8 – Sur la prise en compte des avis des gestionnaires de SUP (RTE)

SUP (I4)



VOS REF.

NOS REF.

REF. DOSSIER **TER-ART-2020-65440-CAS-146928-S7S8M8**

INTERLOCUTEUR Mikael LE LAY

TÉLÉPHONE 05.62.14.91.00

MAIL mikael.le-lay@rte-france.com

FAX

OBJET PLUi Arrêt du projet du Canton d'Ossun

Communauté d'Agglomération

Tarbes Lourdes Pyrénées

Zone tertiaire Pyrène aéro Pôle - Téléport1
CS 51331

65013 TARBES

A l'attention de M. Gérard TRÉMÈGE

Toulouse, le 17/04/2020

Monsieur le Président de l'EPCI,

Nous accusons réception du dossier du projet d'élaboration du PLUi de l'ex **Communauté de communes du Canton d'Ossun**, arrêté par délibération en date du 27/02/2020 et transmis pour avis le 16/03/2020 par les services de la Préfecture des Hautes-Pyrénées.

Nous vous confirmons que votre territoire est traversé par des ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité. **Vous trouverez la liste complète des ouvrages à la fin de ce courrier.**

L'étude de ce document nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport électrique et votre document d'urbanisme.

En effet, pour remplir sa mission de service public, RTE doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité (élagage, mise en peinture, changement de chaîne d'isolateurs, remplacement d'un support en cas d'avarie...).

Dans ce but, RTE attire l'attention sur les éléments suivants :

Les lignes électriques hautes tension présentes sur votre territoire traversent certaines zones de votre PLUi. Il s'agit des zones ou secteurs suivants : **U, AU1, AUx, A et N**



1 / Annexe concernant la servitude I4

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol doivent être annexées au PLUi afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

1.1. Le plan des servitudes

Après étude du plan de servitude en annexe de votre projet de PLUi, nous constatons que l'ensemble des ouvrages présents sur votre territoire et portant servitude d'utilité publique I4 sont bien représentés. En examinant les données SIG que vous nous avez transmises, nous vous confirmons qu'il est préférable d'utiliser la donnée intitulée « *sup_r_rte_lignes_l_r73* » plutôt que celle dénommée « *sup_ddt65_I4* » pour représenter la servitude codifiée I4, cette dernière étant moins à jour.

A toutes fins utiles, le tracé de nos ouvrages est disponible au format SIG sur la plateforme Open Data « Réseaux énergies » en téléchargement sous licence ouverte (Etalab). Vous pouvez y accéder via ce lien : <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>, puis en effectuant une recherche par les mots-clés « INSPIRE » ou « SIG ».

L'utilisation de ces données SIG est l'assurance de disposer des données précises et à jour.

1.2. Liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de noter leur appellation complète et leur niveau de tension dans la liste des servitudes I4 (articles L. 323-3 à L. 323-10 et R. 323-1 à R. 323-22 du Code de l'énergie), ainsi que les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

RTE – Groupe Maintenance Réseaux BEARN – 2 rue Faraday - ZI La Linière - 64140 BILLERE

Dans la pièce relative à la liste des SUP, A l'exception de la commune d'Averan, toutes les servitudes codifiées I4 sont correctement mentionnées. En effet, sur cette dernière il manque la liaison aérienne 150kV n°1 Bastillac-Jurançon. Cette modification doit également apparaître dans le règlement du PLUi à la page 21 en ajoutant « *aux lignes électriques (I4)* » pour la Commune d'Averan.

Par ailleurs, pour l'ensemble des servitudes codifiées I4, nous vous demandons de modifier les références du gestionnaire en utilisant le nom et l'adresse du Groupe Maintenance mentionnés ci-dessus.



Comme stipulé dans le livret « Prévenir pour mieux construire », notre objectif est d'assurer la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Le nom du service localement responsable à consulter pour toute demande d'autorisation d'urbanisme est le **Groupe Maintenance Réseaux Béarn**.

Vous pouvez annexer ce livret à votre dossier de PLUi.

2/ Le Règlement

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont des ouvrages spécifiques qui rentrent dans la catégorie « des équipements d'intérêt collectif et services publics » au sens du 4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme. Dans le règlement du PLUi, ils appartiennent à la destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés* ».

Nous prenons bonne note que cette destination soit autorisée ou autorisée sous conditions dans toutes les zones ou secteurs traversés par un ouvrage de transport d'électricité. Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur ce point.

Par ailleurs, dans les dispositions générales, concernant les continuités écologiques ou les haies à protéger et identifiées par le PLUi au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme vous mentionnez que « *Toute intervention portant sur les haies, arbres, alignements d'arbres, vergers ou boisements identifiés au plan de zonage, ainsi que tout aménagement, modification du sol ou construction à moins de 5m des éléments repérés sont soumis à déclaration préalable.* »

Ceci étant, la servitude d'utilité publique I4 relative à nos ouvrages est notamment une servitude d'abattage d'arbres (article L.323-4 du Code de l'énergie) : « droit pour le concessionnaire de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. »

Nous vous demandons donc de mentionner dans le règlement qu'au sein **des éléments identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme que RTE soit exempté de déclaration préalable** dans le cadre de ces activités de gestion de la végétation sous les lignes électrique aériennes.



3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés (EBC)

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont situés en partie dans des EBC. Or, nous attirons votre attention sur le fait que les servitudes I4 que constituent nos ouvrages sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC. Dans le cas d'une ligne existante, un tel classement serait illégal. Cette absence de prise en compte serait par ailleurs de nature à fragiliser juridiquement le document d'urbanisme et pourrait conduire, en cas de contentieux, à son annulation.

Nous vous demandons donc de faire apparaître sur le plan graphique une emprise, sans EBC, sur la partie des terrains où se situent ces lignes.

Les largeurs à déclasser ainsi que les parcelles concernées sont notifiées dans le tableau ci-après :

Liaisons HTB	Bande à déclasser	Communes	Section	Parcelles
LIAISON AERIENNE 150kV NO 1 BASTILLAC - JURANCON	20 m de part et d'autre de l'axe de la ligne aérienne	Lanne	C	284
		Averan	E	89, 90
LIAISON AERIENNE 150kV NO 1 BASTILLAC – JURANCON et LIAISON AERIENNE 150kV NO 1 BASTILLAC - LANNEMEZAN	20 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes	Juillan	AH	2, 3, 12

4/ Précautions à prendre aux abords des OAP

Des liaisons électriques aériennes et souterraines traversent des OAP. Vous trouverez à la fin de ce courrier la liste des OAP par communes concernés par un ouvrage HTB.

Nous attirons votre attention sur le fait que les travaux envisagés sur ces emplacements devront tenir compte de la présence des ouvrages électriques HTB. En effet, tous les travaux situés à proximité d'un ouvrage de transport électrique nécessitent des précautions particulières. Nous vous conseillons fortement de vous rapprocher du Groupe Maintenance Réseaux Béarn afin de pouvoir, en fonction des aménagements proposés, respecter les distances de sécurité aux abords des ouvrages HTB.

Nous rappelons en outre que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.



Pour la bonne règle, nous adressons copie de la présente aux services urbanisme de la DDT des Hautes-Pyrénées afin que notre avis soit adossé à la synthèse des avis de l'État.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de l'EPCI, l'assurance de notre considération distinguée.

**Le chef de service
Concertation, Environnement, Tiers
Centre D&I TOULOUSE**

Stéphane CALLEWAERT



ANNEXES

1. Liste des ouvrages HTB en exploitation sur le territoire du PLUi

1.1. Sur l'ensemble de l'EPCI

LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - JURANCON
LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - LANNEMEZAN
LIAISON AERIENNE 63kV N° 1 BASTILLAC-SARSAN
LIAISON AERIENNE 63kV N° 1 COARRAZE-NAY-SARSAN
LIAISON SOUTERRAINE 63kV N° 1 BASTILLAC-SARSAN

1.2. Sur les communes de l'EPCI

Commune	Désignation d'ouvrage
Averan	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - JURANCON
Azereix	LIAISON SOUTERRAINE 63kV N° 1 BASTILLAC-SARSAN
Bénac	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - JURANCON
Hibarette	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - JURANCON
Juillan	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - JURANCON
	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - LANNEMEZAN
	LIAISON AERIENNE 63kV N° 1 BASTILLAC-SARSAN
	LIAISON SOUTERRAINE 63kV N° 1 BASTILLAC-SARSAN
Lamarque-Pontacq	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - JURANCON
	LIAISON AERIENNE 63kV N° 1 COARRAZE-NAY-SARSAN
Lanne	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - JURANCON
Ossun	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - JURANCON
	LIAISON SOUTERRAINE 63kV N° 1 BASTILLAC-SARSAN
Visker	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - JURANCON
	LIAISON AERIENNE 150kV N° 1 BASTILLAC - LANNEMEZAN

2. Liste des OAP impactés par des ouvrages HTB

Communes	Nom de l'OAP
Hibarette	N°18 Secteur Rue des Pyrénées
Ossun	N°64 Pyrène Aéroport P2 et Pyrénia

Annexe 9 - Analyse géographique du PLUi arrêté du territoire du canton d'Ossun

Canton d'Ossun

Arrêt du PLUi

Analyse géographique

Septembre 2020

Historique des versions du document

Version	Date	Auteur	Objet de la modification
0.1	06/09/2020	MM	
1.0	07/09/2020	MM	
1.1	09/09/2020	MM	
1.2	14/09/2020	MM	Correction § 2.6

Affaire suivie par

Michel MOUREU – SETCAT/PCT/BOCT
tél : 05.62.51.41.98
email : michel.moureu@hautes-pyrenees.gouv.fr

Rédacteur

Michel MOUREU – STECAT/PCT/BOCT

Table des matières

1 - Généralités.....	4
2 - Vérifications.....	4
2.1 - Éléments livrés.....	4
2.2 - Problèmes recherchés.....	4
2.3 - Couche ZONE_URBA.....	5
2.4 - Couches PRESCRIPTIONS.....	5
2.4.1 - Prescriptions ponctuelles.....	5
2.4.2 - Prescriptions linéaires.....	6
2.4.3 - Prescriptions surfaciques.....	6
2.5 - Couches INFORMATIONS.....	6
2.6 - Règles graphiques.....	7
2.6.1 - Typologies des destinations.....	7
2.6.2 - Autres règles.....	7
3 - Synthèse.....	8

1 - Généralités

Le présent document vise à faire une analyse technique des documents graphiques mis à la disposition de la DDT des Hautes-Pyrénées lors de l'arrêt du PLUi.

A ce stade de la procédure, et compte-tenu de la nature des éléments remis, l'analyse menée n'a pas pour objectif de vérifier la conformité au standard CNIG mais de rechercher et soulever les points particuliers qui pourraient constituer un obstacle pour atteindre cet objectif.

2 - Vérifications

2.1 - Éléments livrés

Les données transmises à la DDT ne disposent pas de méta-données ce qui conduit à faire certaines interprétations. Pour mener les vérifications, la DDT s'est appuyée sur le cadastre utilisé lors des précédentes analyses, à savoir celui du mois d'avril 2019 (source data.gouv.fr).

Les données ayant fait l'objet d'une vérification sont les dernières transmises à la DDT, à savoir celles du 20/05/2020. Ces données ont été complétées par la livraison par le bureau d'étude d'une nouvelle couche du zonage le 03/06/2020 corrigeant des problèmes topologiques.

Les éléments livrés sont listés ci-dessous :

- PRESCRIPTION_LIN
- PRESCRIPTION_PCT
- PRESCRIPTION_SURF
- XXXXXXXXX_ZONE_URBA_DATAPPRO_20200602
- Règles graphiques
 - REG_Typologies-Destinations_05082019_V3
 - Hauteurs-Maxi-U
 - Implantation_limites-U
 - Emprise-Sol-Constructions-U
 - Implantation_Voies_Emprises-publiques-U
 - Coefficient_Pleine-Terre-U

2.2 - Problèmes recherchés

Il s'agit ici de déceler des erreurs susceptibles d'une part d'engendrer des difficultés pour la publication sur le GéoPortail de l'Urbanisme et d'autre part de compromettre les opérations géographiques dans lesquelles la couche du zonage serait impliquée.

Dans les faits 3 types de problèmes ont été recherchés :

- Les erreurs géométriques au sens GEOS
- Les erreurs topologiques suivant le standard CNIG2017
- L'absence de géométrie
- Les objets suspects

Les erreurs géométriques sont propres à chaque objet géographique. Si leur présence n'altère pas la représentation des plans, elle est souvent la cause de l'échec des opérations géographiques impliquant la couche dans laquelle elles se trouvent. Leur élimination est un enjeu majeur pour la ré-utilisation du document.

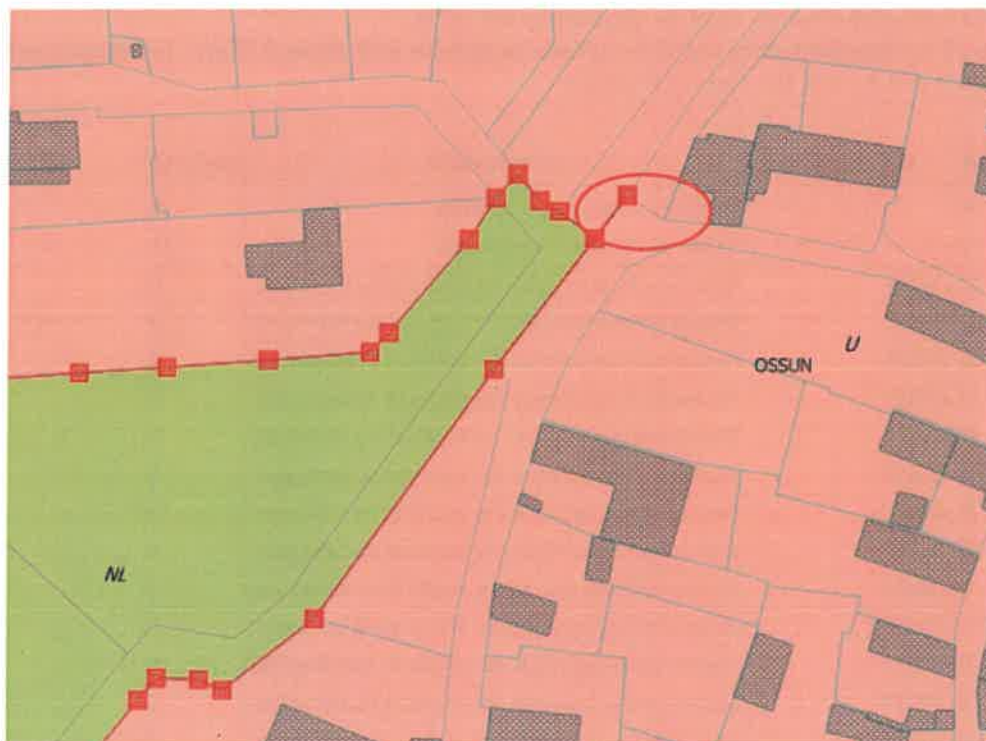
Les erreurs topologiques concernent les relations des objets entre eux. Dans le cas de la couche zonage il s'agit de vérifier qu'il n'y a ni recouvrement ni lacune entre les objets.

2.3 - Couche ZONE_URBA

La couche ZONE_URBA est celle relative au zonage.

Géométrie

- Un enregistrement (libellé "Ap") ne possède pas de géométrie
- Deux erreurs (zones NL et U) de type auto-intersection ont été détectées au point de coordonnées : X = 453774.26 / Y = 6236785.41



Topologie

Aucun recouvrement et aucune lacune n'ont été détecté.

2.4 - Couches PRESCRIPTIONS

Ces couches sont, à ce stade de la procédure, encore éloignées du standard CNIG tant du point de vue du volet technique que du volet métier en ce sens qu'elles ne comportent pas toutes informations qu'elles devraient porter. Dans ces conditions, il ne s'agit pas de procéder à une vérification exhaustive par rapport au standard mais plus simplement de relever les points délicats détectés.

2.4.1 - Prescriptions ponctuelles

Le changement de destination sur la commune de Visker comporte une erreur pour l'attribut TYPEPSC : il a été positionné à '07' au lieu de '16'.

La projection de cette couche est détectée comme étant RGF93/CC44 (EPSG:3944). Il conviendra de retenir le même système de projection que la couche zonage, à savoir RGF93/Lambert-93 (EPSG:2154).

2.4.2 - Prescriptions linéaires

La projection de cette couche est détectée comme étant RGF93/CC44 (EPSG:3944). Il conviendra de retenir le même système de projection que la couche zonage , à savoir RGF93/Lambert-93 (EPSG:2154).

2.4.3 - Prescriptions surfaciques

On relève 34 enregistrements dont la géométrie est nulle.

Par ailleurs 25 enregistrements ont une surface suspecte inférieure à 50m², les emplacements réservés ayant été exclus de cette recherche ::

pk_uid	tct	typepsc	commentaire	surf_m2
4			Vallon du ruisseau du grand lées	8
5			Vallon du ruisseau du grand lées	14
16	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
22	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	9
24	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
25	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
26	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
27	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
28	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
29	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
30	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
31	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
32	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
33	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
34	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
35	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
38	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
39	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
40	ZNIEFF		Réseau hydrographique des angles et du bėnaquė	0
61	ZNIEFF EC		Réseau hydrographique de l'ėchez	2
62	ZNIEFF EC		Réseau hydrographique de l'ėchez	27
68	ZNIEFF EC		Réseau hydrographique de l'ėchez	4
159	EBC	01		0
201	EBC	01		32
206	EBC	01		21

2.5 - Couches INFORMATIONS

Aucune couche n'a été livrée.

2.6 - Règles graphiques

Le PLUi du canton d'Ossun arrêté intègre dans sa composition les évolutions législatives récentes, notamment le recours aux règles graphiques qui se substituent ou complètent les règles écrites. Pour l'instant, ces règles graphiques se présentent sous forme de couches géographiques dans une structuration propre au bureau d'étude.

2.6.1 - Typologies des destinations

Le croisement du zonage avec les règles des typologies de destination met en évidence quelques recouvrements et interrogations

	id_zonage	libelle	id_topo	typologie	surf_m2	pos_x	pos_y
1	102	Ap	5	tissus anciens	3	457902	6237814
2	239	N	186	AU village	2	457366	6233451
3	262	A	99	tissus diffus	11	462178	6230493
4	262	A	171	zone activités industrielles	4396	458376	6232794
5	262	A	186	AU village	3	457330	6233498
6	272	A	82	tissus diffus	45	446787	6244256
7	277	Ap	208	AU tissus peripheriques	1	456717	6234684



2.6.2 - Autres règles

Le croisement du zonage avec les différentes règles graphiques révèle les mêmes interrogations que celles rencontrées avec le croisement des typologies de destination.

Extrait croisement zonage / Hauteurs maxi U (47 recouvrements)

id_zonage	libelle	id_hm	hauteur_max	surf_m2	pos_x	pos_y
272	A	178	0	96	446641	6244919
277	Ap	90	13	7	456650	6234665
277	Ap	98	5	1	456717	6234684
278	Ap	101	5	18845	457187	6235813
280	A	115	0	3	456196	6237550
280	A	139	5	11	453134	6236389



En conséquence, il conviendra de vérifier la cohérence entre le zonage et les règles graphiques pour ce qui concerne le volet topologique.

3 - Synthèse

Tout d'abord il convient de souligner la qualité technique des éléments numérisés en ce qui concerne la couche relative au zonage où l'on constate que ce dernier s'affranchit des limites communales, et un très faible nombre d'erreurs géométriques.

Quelques erreurs ont toutefois été relevées dans les différentes couches, elles sont indiquées dans chaque chapitre dédié.

Un certain nombre de thématiques à composante géographique ont été traitées de façon autonome. Le standard CNIG ne comporte que 3 types de couches :

- ZONE_URBA (zonage)
- PRESCRIPTION (les différentes contraintes autres que le zonage)
- INFORMATION (regroupe essentiellement les éléments liés aux annexes)

Les couches spécifiques ne répondant pas au standard CNIG devront en conséquence être ventilées dans une des couches CNIG prévues à cet effet, c'est-à-dire PRESCRIPTION (ponctuelle, linéaire, ou surfacique) ou INFORMATION (ponctuelle, linéaire, ou surfacique). C'est particulièrement le cas pour les règles graphiques qui devront être intégrées dans la couche géographique "PRESCRIPTION_SURF" tout en recourant aux attributs supplémentaires optionnels pour qualifier précisément ces règles (Cf. § 5.2 du standard CNIG 2017).

Pour rendre ce document conforme au standard CNIG il faudra procéder à de nombreuses opérations susceptibles d'introduire des erreurs cartographiques tardives dont la détection risque de se révéler aléatoire.